

DANS CE NUMÉRO

- 98 Calendrier
- 98 Boussole
- 99 Actualité
 - Réunions de printemps
 - Communiqué du CMFI
 - Orientation stratégique du FMI
- 106 Études
 - Perspectives de l'économie mondiale
 - Marché pétrolier
- 109 Politiques
 - Pays à faible revenu
 - Rapport de suivi mondial
- 112 Régions
 - Tour d'horizon africain
 - Perspectives de l'Afrique
- 114 Gros plan
 - Brésil
 - Honduras
- 119 Prêts du FMI
- 120 Études
 - Indicateurs du développement dans le monde

ACTUALITÉ : Réunions de printemps

Les grands argentiers se sont réunis à Washington les 16 et 17 avril pour prendre le pouls de l'économie mondiale et réfléchir aux moyens de soutenir la croissance et le développement des pays pauvres. Au menu des discussions figuraient l'expansion mondiale et comment la préserver, l'orientation stratégique du FMI et diverses formules pour réduire sensiblement la pauvreté : augmentation des allègements de dettes, plus grande ouverture des marchés des pays industriels, et accroissement du volume et de la qualité de l'aide.



Eugene Salazar/FMI

99

ÉTUDES : Perspectives de l'économie mondiale

La dernière édition du rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale prévoit une croissance de 4,3 % en 2005. Cependant, selon Raghuram Rajan, Directeur du Département des études, les régions ne progressent pas toutes au même rythme : en Afrique, la croissance a dépassé 5 % en 2004, le meilleur résultat depuis près de dix ans, alors que la zone euro et le Japon auraient pu faire mieux. Le niveau élevé et l'instabilité des cours du pétrole, la hausse des taux d'intérêt et l'aggravation des déséquilibres courants sont les principaux risques qui pèsent sur les projections de croissance pour 2005.



Stephen Jaffe/FMI

106

POLITIQUES : Le point sur les OMD

Le FMI et la Banque mondiale notent dans leur rapport de suivi 2005 que, faute de mesures concrètes et ambitieuses, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement sera gravement compromise, surtout en Afrique subsaharienne, où aucun des huit objectifs n'est en passe d'être atteint. Pourtant, des progrès rapides sont possibles si les pays en développement entreprennent résolument des réformes économiques et si les partenaires au développement consentent une aide additionnelle et ouvrent davantage leurs marchés.



Banque mondiale

110

GROS PLAN : Les réformes portent leurs fruits au Brésil

Après une décennie marquée par une croissance décevante et une crise financière, le Brésil semble avoir retrouvé le chemin d'une croissance robuste et durable. La vigueur de la demande et l'abondance des liquidités mondiales ont certes joué un rôle, mais la clé de la réussite a été l'assainissement budgétaire, selon Charles Collins et David Owen, deux hauts fonctionnaires du FMI qui ont collaboré étroitement avec les autorités brésiliennes. La dette publique doit encore baisser et les réserves augmenter, mais l'avenir est encourageant pour le Brésil.



114

Calendrier

AVRIL

28-29 Forum économique mondial – Table ronde sur l'Asie 2005 : «Les implications stratégiques de la croissance en Asie», Singapour

MAI

4-6 Banque asiatique de développement, Assemblée annuelle, Istanbul, Turquie

4-6 Troisième conférence ministérielle de la Communauté des démocraties, Santiago, Chili

5 Forum du livre du FMI, Jean Clément et Ragnar Gudmundsson, *Postconflict Economics in Sub-Saharan Africa: Lessons from the D.R. of the Congo*, Washington

12-13 «Mettre les services de base à la portée des pauvres : un

nouveau savoir pour changer les pratiques?», Banque mondiale, Washington

16-25 Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la santé, Genève

18-19 Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement, Abuja, Nigéria

18-20 Séminaire du FMI à l'intention des législateurs et des journalistes, San José, Costa Rica

22-23 Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Belgrade

29-30 Séminaire à haut niveau du FMI «Politique macroéconomique et justice sociale dans les pays d'Amérique latine», Santiago, Chili

JUIN

1^{er}-3 Forum économique mondial : Sommet économique africain, Le Cap, Afrique du Sud

1^{er}-3 Conférence annuelle Inter-Action : «L'aide et le développement : la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs mondiaux», Washington

2-3 Réunion des ministres du commerce de l'APEC, Jeju, Corée

5-7 Assemblée générale de l'Organisation des États américains, Fort Lauderdale, États-Unis

10-11 Réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G-7, Londres

15-16 Conférence de l'Institut régional de Singapour : «La gestion des risques budgétaires en Asie», Singapour

29-1^{er} Juillet Séance de fond de l'ECOSOC, Débat de haut niveau, New York

JUILLET

1^{er}-5 Conférence internationale sur le sida en Asie et dans le Pacifique, Kobe, Japon

6-8 Sommet du G-8, Gleneagles Hotel, Écosse

Conseil d'administration

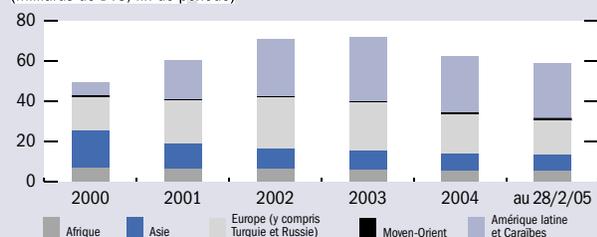
On trouvera un calendrier à jour des réunions du Conseil d'administration du FMI à : <http://www.imf.org/external/np/sec/bc/eng/index.asp>.

Boussole

Données financières du FMI

Total des crédits et des prêts du FMI, par région

(milliards de DTS; fin de période)



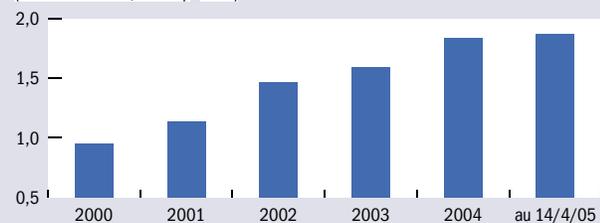
Encours des prêts les plus élevés

(milliards de DTS; au 28/2/05)

Non concessionnels		Concessionnels	
Brésil	16,12	Pakistan	1,04
Turquie	13,42	Zambie	0,57
Argentine	8,79	Congo, Rép. dém. du	0,53
Indonésie	6,13	Ghana	0,30
Uruguay	1,66	Tanzanie	0,26

Allègement de la dette des pays pauvres très endettés¹

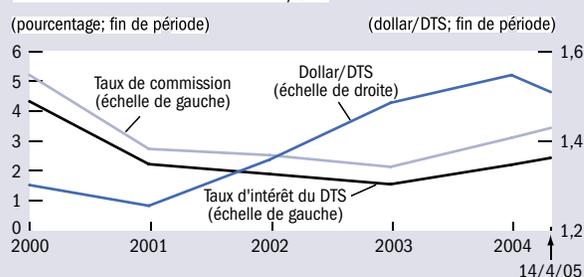
(milliards de DTS; fin de période)



¹Décassements cumulés dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE.

Évolution des taux

Taux d'intérêt du DTS, taux de commission sur l'encours des prêts non concessionnels et taux dollar/DTS



Les droits de tirage spéciaux du FMI

Le droit de tirage spécial (DTS) est un avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves officielles existantes des États membres. Les DTS sont

alloués à chaque État membre en proportion de sa quote-part. Le DTS sert aussi d'unité de compte au FMI et à plusieurs autres organisations internationales. Sa valeur est déterminée en fonction d'un panier des principales monnaies internationales.

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

La vigilance s'impose pour conforter l'expansion mondiale en cours

Les grands argentiers réunis à Washington le 16 avril ont lancé une mise en garde : les déséquilibres courants entre régions, le risque d'instabilité des taux de change, les cours élevés du pétrole et la volatilité du marché pétrolier, ainsi que le risque de hausse des taux d'intérêt à long terme sont autant de facteurs qui assombrissent une situation pour l'heure plutôt satisfaisante. Les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales du monde entier se retrouvaient pour la réunion de printemps du Comité monétaire et financier international (CMFI), le comité directeur ministériel du FMI. Ils ont aussi averti que la plupart des pays en développement risquaient de ne pas atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à l'année 2015 et ont demandé aux pays donateurs d'accroître le volume et la qualité de l'aide au développement.

À l'issue de la réunion, Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et Président du CMFI, a déclaré à la presse que tous les pays devaient prendre des mesures concrètes pour assurer la résorption ordonnée des déséquilibres mondiaux. Comme le note le communiqué du CMFI, « cela suppose un redressement des finances publiques destiné à accroître l'épargne nationale aux États-Unis, une flexibilité accrue des taux de change au besoin dans les pays émergents d'Asie, appuyée par la poursuite de la réforme du secteur financier, ainsi que la poursuite des réformes structurelles pour stimuler la croissance et la demande intérieure en Europe, et la poursuite des réformes structurelles, dont le redressement des finances publiques, au Japon » (voir page 101). Le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a ajouté que « si les pays n'adaptent pas leurs politiques face aux déséquilibres, le risque existe d'une correction brutale par les marchés à un moment où la confiance, pour diverses raisons, pourrait s'évaporer ou diminuer ».

Le CMFI a souligné l'importance vitale de faire avancer les négociations commerciales mondiales du cycle de Doha. Il a exhorté les participants à « se donner pour objectifs d'atteindre des résultats ambitieux et de grande portée », notamment sur le plan du commerce agricole, des services financiers et autres, et des règles commerciales multilatérales. Le Comité a déclaré soutenir le FMI dans les efforts qu'il déploie pour promouvoir la libérali-

sation des échanges et l'a encouragé à trouver des moyens supplémentaires d'alléger le coût de l'ajustement pour les pays qui procèdent à la libéralisation. Les ministres des finances africains se sont faits l'écho de ces points de vue lors de leur conférence de presse en déclarant que les pays industrialisés devaient maintenant tenir leur engagement d'ouvrir davantage leurs marchés (voir page 112).

Au cours des mois à venir, le FMI devra « centrer sa surveillance sur la promotion de politiques visant à réduire, à terme, les déséquilibres mondiaux, la gestion de l'impact des prix pétroliers élevés, en particulier dans les pays les plus vulnérables, la riposte à d'éventuelles pressions inflationnistes, et la viabilisation des cadres budgétaires à moyen terme ».

Étant donné le rôle primordial que joue la stabilité du marché pétrolier pour la prospérité mondiale, le comité a appelé les pays producteurs de pétrole à « éliminer les facteurs qui découragent l'investissement dans les capacités de production et de raffinage du secteur pétrolier » et a invité les pays à « promouvoir la gestion durable et l'utilisation efficace de l'énergie ». Il a souligné en outre l'importance d'un dialogue plus étroit entre les exportateurs et les importateurs de pétrole, et recommandé que les efforts se poursuivent pour améliorer les données relatives au marché pétrolier et la transparence de celui-ci. Le FMI prévoit une croissance mondiale de 4,3 % en 2005 et de 4,4 % en 2006 (proche de son taux de croissance potentielle), après 5,1 % en

2004, le meilleur résultat en une génération (voir page 106).

Le CMFI a salué le redressement rapide de l'Argentine et a noté que l'offre récente d'échange de créances représente une étape importante vers une croissance soutenable. Il a estimé que l'Argentine devait maintenant « formuler une stratégie prospective pour régler la question des arriérés qui subsistent envers des créanciers privés, en se conformant à la politique du FMI en matière d'octroi de crédits aux pays en situation d'arriérés, et poursuivre les réformes structurelles nécessaires ».

Le FMI définit son orientation stratégique

Le CMFI a examiné un rapport préliminaire sur l'une des toutes premières initiatives de M. de Rato en tant que Directeur général du FMI : la revue de l'orientation stratégique de l'institution. Les discussions ont porté sur la préparation d'une stratégie à moyen



De gauche à droite : Gerrit Zalm (Ministre des finances, Pays-Bas), Li Ruogu (Gouverneur adjoint, Banque du Peuple de Chine), Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI, Gordon Brown, Président du CMFI, et Rodrigo de Rato.

terme qui, lorsqu'elle sera parachevée lors de l'Assemblée annuelle de septembre 2005, constituera la base du programme de travail et du cadre budgétaire du FMI pour les trois prochaines années (voir page 105). Le CMFI a souhaité que les travaux se poursuivent sur les priorités émergentes suivantes qui aideront à définir l'orientation stratégique du FMI : surveillance, questions relatives au secteur financier et aux marchés de capitaux internationaux, prêts, pays à faible revenu, gestion et gouvernance internes, et quotes-parts, voix et participation des pays membres.

Le CMFI a noté que la treizième révision des quotes-parts, en cours actuellement, offrait «une occasion de progresser vers un consensus». Dans son allocution au CMFI, le Ministre des finances du Japon, Sadakazu Tanigaki, s'est demandé si le statut de l'Asie au FMI était à la mesure de son poids relatif croissant dans l'économie mondiale. «Les quotes-parts, a-t-il dit, devraient refléter les réalités et les positions relatives dans l'économie mondiale telles qu'elles existent aujourd'hui, et dans ce domaine, comme dans ceux de la représentation au Conseil du FMI et de la diversité du personnel de l'institution, les pays d'Asie de l'Est sont nettement sous-représentés.»

M. de Rato a déclaré que le débat sur les quotes-parts au FMI était un débat que les actionnaires ne devaient pas esquiver, que c'était une question non pas technique mais politique qui exige que l'on reconnaisse que le poids relatif des pays dans l'économie mondiale a peut-être changé. À cet égard, il faudrait aussi réexaminer le rôle des voix de base, qui sont allouées à tous les pays et dont l'importance relative s'est érodée au fil des ans, au détriment des pays pauvres et de petite taille. Dans son communiqué, le G-24 regrette que «la sous-représentation actuelle des pays en développement aux conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale [nuise] à la légitimité et à l'efficacité de ces institutions».

Plus d'aide et d'allègements de dettes

Quant aux pays à faible revenu, les dirigeants financiers ont estimé que la réduction de la pauvreté devait rester la grande priorité internationale et qu'il fallait aider davantage ces pays dans leur lutte contre la pauvreté et la réalisation des OMD, notamment par des allègements de dette et une aide plus abondante et de meilleure qualité (voir page 109). Le CMFI a noté que, la stabilité macroéconomique s'étant améliorée dans la plupart des pays en développement, «leur tâche essentielle reste de mener à bien les réformes visant à renforcer le climat de l'investissement et à favoriser une croissance tirée par le secteur privé. La communauté mondiale doit, de son côté, appuyer ces efforts de réforme en

tenant son engagement d'accroître et de mieux coordonner son assistance financière et technique, de continuer d'alléger les dettes, de prendre des mesures pour faciliter les envois de fonds des travailleurs émigrés et d'améliorer les débouchés commerciaux des pays en développement.»

Le CMFI rappelle que le FMI joue un rôle crucial en appuyant les efforts que déploient les pays à faible revenu pour parvenir à la stabilité macroéconomique, à la viabilité de la dette et à la croissance forte et durable dont ils ont besoin pour réaliser les OMD. Il appelle de ses vœux la poursuite des travaux sur le financement adéquat de la FRPC et des autres instruments dont le FMI dispose pour aider ces pays, et sur un arrangement de suivi des politiques qui renforcerait les signaux du FMI dans le cas des pays qui n'ont pas besoin de ses concours ou ne souhaitent pas y avoir recours.

Le Comité du développement, qui s'est réuni le 17 avril, note dans son communiqué que «si aucune mesure concrète n'est prise pour accélérer le rythme [des progrès], la vision formulée dans la Déclaration du Millénaire ne se concrétisera pas. L'enjeu n'est pas seulement d'ouvrir à des millions d'êtres humains la possibilité d'échapper à la pauvreté, à la maladie, à l'analphabétisme et aux inégalités entre les sexes, mais aussi d'assurer la sécurité et la paix mondiales, qui sont étroitement liées au développe-

ment.» Cette position s'appuie sur les conclusions du rapport de suivi mondial 2005, établi par les deux institutions (voir page 110). Trevor Manuel, Ministre des finances d'Afrique du Sud et Président du Comité du développement, a déclaré à la presse que «de l'avis général, chaque pays doit engager plus de ressources».

Les adieux de M. Wolfensohn

Saluant le travail accompli par le Président sortant de la Banque mondiale, James Wolfensohn, M. Brown a rappelé que 27 pays bénéficiaient d'allègements de dettes et que l'on s'était rapproché de la réalisation du

rêve «d'un monde sans pauvreté.» M. de Rato, qui l'a remercié d'avoir aidé à renforcer la collaboration entre les deux institutions, a déclaré : «Jim restera dans la mémoire d'innombrables personnes qui ne sont pas présentes et qui ne le rencontreront sans doute jamais, mais qui ont bénéficié de l'action qu'il a menée pour faire reculer la pauvreté.»

M. Wolfensohn a affirmé que sa plus grande satisfaction était d'avoir fait de la Banque un partenaire, et non plus un gendarme, pour les pays en développement. Quant à la probabilité que les OMD soient atteints en 2015, il espère que, lors de leur réunion à l'ONU, les chefs d'État reconnaîtront que ce qu'ils ont dit en 2000 était juste. Personne ne les a obligés à dire alors que, pour que le monde vive en paix, ces objectifs devaient être atteints. ■



M. de Rato fait ses adieux à M. Wolfensohn.

Communiqué du CMFI

La résorption des déséquilibres mondiaux incombe à tous

Voici le texte intégral du communiqué diffusé par le Comité monétaire et financier international (CMFI) après sa réunion à Washington le 16 avril, sous la présidence de M. Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni.

Perspectives, risques et ripostes

Le Comité se félicite de la poursuite de l'expansion économique mondiale, qui repose sur des politiques macroéconomiques d'accompagnement de la conjoncture, l'amélioration des bilans des entreprises et la situation favorable des marchés financiers. Tout en retrouvant un rythme plus soutenable, la croissance de l'économie mondiale restera probablement vigoureuse en 2005. Le Comité note cependant que les déséquilibres croissants entre les régions et la hausse persistante des prix du pétrole ainsi que l'instabilité des marchés pétroliers ont accru les risques. L'éventualité d'une hausse plus forte que prévu des taux d'intérêt à long terme par rapport à leurs très bas niveaux actuels et d'une aggravation de l'instabilité des taux de change appelle aussi à la vigilance. Le Comité souligne que, dans les mois qui viennent, le FMI devra centrer sa surveillance sur la promotion de politiques visant à réduire, à terme, les déséquilibres mondiaux; la gestion de l'impact des prix pétroliers élevés, en particulier dans les pays les plus vulnérables; la riposte à d'éventuelles pressions inflationnistes; et la viabilisation des cadres budgétaires à moyen terme.

Le Comité réaffirme qu'il est de la responsabilité de tous les pays de tirer parti des conditions économiques favorables à l'heure actuelle pour s'attaquer aux principaux facteurs de risque et de vulnérabilité. Pour assurer l'ajustement ordonné des déséquilibres mondiaux ainsi que pour favoriser le rétablissement de positions extérieures plus viables et le renforcement de la croissance à moyen terme, le Comité appelle toutes les parties prenantes à mettre en œuvre la riposte convenue de façon efficace et dans les meilleurs délais. Cela suppose un redressement des finances publiques destiné à accroître l'épargne nationale aux États-Unis, une flexibilité accrue des taux de change au besoin dans les pays émergents d'Asie, appuyée par la poursuite de la réforme du secteur financier, ainsi que la poursuite des réformes structurelles pour stimuler la croissance et la demande intérieure en Europe, et la poursuite des réformes structurelles, dont le redressement des finances publiques, au Japon.

Le Comité observe que les conditions resteront tendues sur le marché pétrolier à moyen terme, compte tenu de la vigueur de la demande mondiale, de la faiblesse des capacités excédentaires et des préoccupations relatives à l'offre, même après les investissements réalisés dans certains pays. Il souligne que la stabilité des marchés pétroliers est importante pour la prospérité mondiale et note les effets de la hausse des prix du pétrole, en particulier sur les populations les plus pauvres. À cet égard, le Comité appelle à



De gauche à droite : Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI, Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI, et Gordon Brown, Président du CMFI, à la séance d'ouverture de la réunion du CMFI.

éliminer les facteurs qui découragent l'investissement dans les capacités de production et de raffinage du secteur pétrolier, et à promouvoir la gestion durable et l'utilisation efficace de l'énergie, notamment en recourant aux nouvelles technologies et en supprimant les obstacles au développement d'autres sources d'énergie. Il encourage le renforcement du dialogue entre les exportateurs et les importateurs de pétrole, et la poursuite des efforts visant à améliorer les données relatives au marché pétrolier et la transparence de celui-ci.

L'inflation reste relativement maîtrisée dans la plupart des pays, ce qui est dû en partie à la plus grande crédibilité de la politique monétaire. Toutefois, comme les pressions inflationnistes augmenteront probablement à mesure que l'expansion se poursuivra, une transition harmonieuse vers des taux d'intérêt plus neutres reste un objectif prioritaire dans de nombreux pays, même si le moment et le rythme auxquels elle se fera varieront en fonction de la position des pays dans le cycle. Dans les pays qui bénéficient d'afflux massifs de capitaux, la flexibilité du taux de change faciliterait la gestion monétaire.

Des mesures visant à consolider la situation des finances publiques dans un cadre sain et à remédier aux faiblesses structurelles seront essentielles aussi pour étayer la stabilité macroéconomique et la croissance à moyen terme, ainsi que pour relever les défis de l'évolution démographique. Les déficits budgétaires restent élevés dans bon nombre de pays industrialisés et devront être réduits. Dans les pays émergents, les indicateurs de finances publiques se sont en général améliorés, mais, dans les pays où la dette publique est élevée, il faudra poursuivre les efforts engagés pour la ramener à des niveaux plus viables. Dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, les réformes structurelles devront progresser pour supprimer les rigidités et



Stephen Jaffe/FMI

De gauche à droite : José Antonio Ocampo (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Nations Unies) et Li Yong (Vice-Ministre des finances, Chine).

permettre une croissance durable. Le Comité salue le redressement rapide de l'Argentine. L'offre récente d'échange de créances constitue une étape importante vers l'objectif à long terme d'une croissance durable. L'Argentine doit maintenant formuler une stratégie prospective pour régler la question des arriérés qui subsistent envers des créanciers privés, en se conformant à la politique du FMI en matière d'octroi de crédits aux pays en situation d'arriérés, et poursuivre les réformes structurelles nécessaires.

La réduction de la pauvreté doit rester au premier rang des priorités internationales. Le Comité se félicite de la forte croissance affichée par les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, mais note avec préoccupation que pour la plupart d'entre eux les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) risquent fort d'être hors d'atteinte. Étant donné que la plupart des pays bénéficient d'une meilleure stabilité macroéconomique, leur tâche essentielle reste de mener à bien les réformes visant à renforcer le climat de l'investissement et à favoriser une croissance tirée par le secteur privé. La communauté mondiale doit, de son côté, appuyer ces efforts de réforme en tenant son engagement d'accroître et de mieux coordonner son assistance financière et technique, de continuer d'alléger les dettes, de prendre des mesures pour faciliter les envois de fonds des travailleurs émigrés et d'améliorer les débouchés commerciaux des pays en développement.

Le Comité souligne qu'une libéralisation commerciale multilatérale ambitieuse et réussie est essentielle pour assurer une croissance soutenue et favoriser le développement économique dans le monde. La priorité immédiate des membres de l'OMC doit être de traduire les accords-cadres de l'été 2004 en un programme d'action viable d'ici à la Conférence ministérielle de décembre 2005. Le Comité encourage les participants aux négociations de Doha à se donner pour objectifs d'atteindre des résultats ambitieux et de grande portée, notamment dans le domaine agricole, d'abaisser sensiblement les obstacles au commerce dans



Eugene Schreier/FMI

De gauche à droite : Gerrit Zalm (Ministre des finances, Pays-Bas) et Joseph Deiss (Conseiller fédéral, chef du Département fédéral de l'économie, Suisse).

les autres secteurs, y compris par la libéralisation des services financiers, entre autres services, et de renforcer les règles commerciales multilatérales. Le Comité soutient le FMI dans les efforts qu'il continue de déployer pour promouvoir la libéralisation des échanges et aider ses pays membres à en tirer parti. Il encourage le FMI à poursuivre, avec ses partenaires du Cadre intégré, la réflexion sur les moyens de faciliter l'ajustement à la libéralisation du commerce, par l'intermédiaire notamment du mécanisme d'intégration commerciale, et le renforcement des capacités dans les pays à faible revenu. Le Comité examinera avec intérêt ces propositions lors de sa prochaine réunion.

Définition de l'orientation stratégique du FMI

Le Comité se félicite du débat engagé sur la stratégie à moyen terme du FMI, et il attend avec intérêt que des conclusions en soient tirées lors de l'Assemblée annuelle de 2005 et que la réflexion se poursuive sur les questions à plus long terme. Il estime que les éléments centraux du mandat du FMI tels qu'ils figurent dans ses Statuts conservent toute leur importance. Il s'agit de renforcer l'efficacité avec laquelle le FMI poursuit ses objectifs centraux tout en continuant de s'adapter à l'évolution de l'économie mondiale. Cela permettra au FMI de continuer à jouer le rôle qui est le sien pour tous ses membres, ce qui renforcera encore la cohérence, la crédibilité et l'impartialité de son action.

Le Comité appelle à poursuivre les travaux sur les priorités émergentes suivantes qui aideront à définir l'orientation stratégique de l'institution :

- La surveillance est une mission essentielle du FMI, et des efforts résolus s'imposent pour en améliorer l'efficacité et l'impact en donnant suite aux conclusions de l'examen biennal dont elle a fait l'objet. La surveillance devrait être plus ciblée et sélective dans ses analyses tout en restant impartiale pour tous les pays membres. La surveillance régionale et mondiale devrait jouer un rôle croissant et être mieux intégrée à la surveillance bilatérale.



Eugène Salazar/FMI

De gauche à droite : Mervyn King (Gouverneur, Banque d'Angleterre) accueille Palaniappan Chidambaram (Ministre des finances, Inde) et Yaga V. Reddy (Gouverneur, Banque de réserve de l'Inde).



Eugène Salazar/FMI

De gauche à droite : Juan Somavia (Directeur général de l'Organisation internationale du travail) s'entretient avec Antonio Palocci (Ministre des finances, Brésil).

- Les travaux sur les questions relatives au secteur financier et aux marchés de capitaux internationaux devraient prendre encore plus d'importance afin de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir la stabilité financière. Ces travaux, notamment le programme d'évaluation du secteur financier, devraient s'intégrer davantage à la surveillance et aux autres activités, et être complétés par les conseils aux pays membres sur les moyens d'améliorer leur accès aux marchés de capitaux internationaux et sur une libéralisation ordonnée du compte de capital.

- La fonction de prêt du FMI est au cœur de son mandat. Tous les prêts doivent être sélectifs et reposer sur une internalisation des programmes et sur des cadres institutionnels solides, de manière à engager fermement les pays membres sur la voie de la viabilité extérieure. Le Comité envisage avec intérêt la poursuite de la réflexion sur la manière dont les accords du FMI peuvent répondre aux besoins des pays membres et sur l'opportunité de créer de nouveaux instruments ou de réviser les facilités existantes.

- Le FMI a un rôle crucial à jouer pour aider les pays à faible revenu à réduire la pauvreté et à réaliser une croissance forte et durable en menant des politiques saines et en se dotant d'institutions solides qui permettront d'assurer la stabilité macroéconomique. Il faudrait poursuivre les efforts engagés pour adapter les activités et les instruments du FMI à la situation et aux problèmes spécifiques des pays à faible revenu, en faisant fond sur une coopération étroite avec la Banque mondiale selon des responsabilités clairement définies.

- Le FMI doit satisfaire aux normes les plus exigeantes de gestion, de contrôle, d'audit et de gouvernance internes. Cela passe par la poursuite de la réforme de son budget et des travaux sur les finances et la structure financière du FMI, ainsi que par un déploiement judicieux des ressources en fonction des priorités. Le Comité attend aussi avec intérêt la suite des travaux sur la gestion et le contrôle du risque, et sur les systèmes de gestion du personnel.

- L'efficacité et la crédibilité du FMI en tant qu'institution axée sur la coopération doivent être sauvegardées et renforcées. Il conviendrait que soient garanties de façon adéquate la voix et la participation de tous les pays membres, et que la répartition des quotes-parts reflète l'évolution de l'économie mondiale. Le Comité souligne que la période de la treizième révision générale des quotes-parts offre aux pays membres une occasion de progresser vers un consensus sur le dossier des quotes-parts, de la voix et de la participation des pays membres.

Soutien du FMI aux pays à faible revenu

Le Comité rappelle la conclusion du dernier rapport de suivi mondial, qui fait valoir que les pays en développement et leurs partenaires doivent prendre de toute urgence des mesures énergiques pour atteindre les OMD. Le Sommet des Nations Unies prévu en septembre 2005 sera une étape importante qui permettra de dresser le bilan des progrès accomplis et de tracer une feuille de route pour l'avenir. Le FMI a un rôle de premier rang à jouer — par ses conseils de politique économique, le renforcement des capacités et l'assistance financière, y compris l'allègement de la dette — à l'appui des efforts déployés par les pays à faible revenu pour assurer leur stabilité macroéconomique et la viabilité de leur dette, et parvenir aux taux de croissance forte et durable nécessaires pour progresser dans la réalisation des OMD.

Des travaux ont été engagés en vue d'affiner les aspects opérationnels de la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP), d'améliorer la conception des programmes appuyés par la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) et d'aligner la SRP et la FRPC. Cet effort s'appuiera sur des analyses plus approfondies des sources de la croissance, des obstacles à celle-ci et des liens entre la croissance et le recul de la pauvreté. Le Comité appelle de ses vœux la poursuite des travaux sur le financement adéquat de la FRPC pour répondre à la demande future telle qu'elle est évaluée par le FMI et des autres instruments dont le FMI

dispose pour aider les pays à faible revenu, y compris pour aider les pays membres à faire face à des chocs. Il envisage avec intérêt la poursuite des travaux sur un arrangement de suivi des politiques qui renforcerait les signaux du FMI dans le cas des pays qui n'ont pas besoin de ses concours ou ne souhaitent pas y avoir recours.

Le Comité prend bonne note des travaux effectués par le FMI et la Banque mondiale sur l'efficacité de l'aide et ses modalités de financement. En ce qui concerne les sources innovatrices de financement du développement, telles que la facilité financière internationale (FFI) et sa première application — la FFI pour l'immunisation —, les taxes mondiales, qui pourraient aussi refinancer la FFI, le compte du défi du Millénaire et d'autres formules de financement, il accueille avec intérêt la note conjointe des deux institutions dans laquelle celles-ci présentent les progrès accomplis. Le Comité demande à être tenu informé de la suite des travaux avant le Sommet des Nations Unies.

Le Comité prend note des progrès récents de l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Il encourage les pays à prendre les mesures nécessaires pour bénéficier de l'initiative, et invite vivement les créanciers à y participer pleinement. Le Comité soutient le cadre conjoint mis en place par le FMI et la Banque mondiale pour aider les pays à faible revenu à ramener et à maintenir leur dette à un niveau viable tout en poursuivant leurs objectifs de développement, et il est favorable à un examen des résultats obtenus à l'aide de ce cadre.

Le Comité se félicite des travaux du FMI sur des questions importantes concernant les propositions d'allègement additionnel de la dette multilatérale et les possibilités de financement de celui-ci, prend note avec satisfaction de l'examen préliminaire de ces questions et demande que, d'ici à sa prochaine réunion, la réflexion soit poursuivie avec les actionnaires de même que l'examen de ces questions, notamment celle de l'utilisation éventuelle des ressources du FMI. Il note qu'un allègement de la dette supplémentaire de la part du FMI devrait faire partie d'un effort international plus large.

Autres questions

Le Comité relève avec satisfaction les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de la surveillance du FMI qui ont été recensés lors de sa dernière réunion, notamment en ce qui concerne les questions liées aux taux de change, la surveillance du secteur financier, la meilleure intégration des analyses de la viabilité de la dette et des effets de contagion régionale et mondiale dans la surveillance des pays, ainsi que les facteurs de vulnérabilité des bilans. Il salue aussi le rapport sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique. Le Comité attend avec intérêt l'examen à venir de l'initiative sur les normes et les codes afin d'évaluer dans quelle mesure elle contribue efficacement à l'orientation de la surveillance, à l'amélioration de la prévention des crises et au renforcement des institutions nationales.



Trevor Manuel, Président du Comité du développement et Ministre des finances d'Afrique du Sud (à gauche), et Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni.

Le Comité se félicite du recours plus fréquent aux clauses d'action collective dans les contrats d'émission internationale d'obligations souveraines, et il invite le FMI à continuer de promouvoir les progrès dans ce domaine. Il prend note des «Principes pour des flux de capitaux stables et une restructuration équitable de la dette dans les pays émergents» que s'attachent à formuler un certain nombre d'émetteurs souverains et la communauté des investisseurs, et il encourage à redoubler d'efforts pour améliorer ces principes afin de dégager un large consensus. Le Comité attend avec intérêt la poursuite des travaux sur la résolution ordonnée des crises financières, notamment l'application de la politique du FMI en matière d'octroi de crédits aux pays en situation d'arriérés.

Le Comité prend note de l'examen récent de la conditionnalité du FMI, notamment la conception des programmes appuyés par le FMI. Des progrès ont été accomplis dans l'allègement de la conditionnalité et la promotion de l'internalisation des programmes. Le Comité encourage le FMI à inclure les observations de l'examen dans ses travaux opérationnels et à approfondir son analyse des éléments principaux de la conception des programmes.

Le Comité recommande d'achever la ratification du quatrième amendement.

Le Comité tient à remercier James Wolfensohn du travail remarquable qu'il a effectué en tant que Président de la Banque mondiale. Sous sa direction, des progrès considérables ont été accomplis dans la coopération et le partenariat entre le FMI et la Banque mondiale et dans la réalisation de notre rêve à tous d'un monde sans pauvreté.

Il est prévu que la prochaine réunion du CMFI se tiendra le 23 septembre 2005 à Washington. ■

Le texte intégral des communiqués du CMFI et du Comité du développement ainsi que les transcriptions des discours et conférences de presse des réunions de printemps sont disponibles sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

Le FMI doit s'adapter aux nouveaux enjeux stratégiques

Le FMI a entrepris un vaste réexamen de son orientation stratégique afin de dégager une vision partagée par tous de son rôle et de ses priorités futurs. Le Comité monétaire et financier international a demandé que soit poursuivie la réflexion sur l'un des principaux aspects de cette initiative, à savoir la préparation d'une stratégie à moyen terme pour orienter le programme de travail et le budget du FMI, afin de pouvoir en tirer des conclusions lors de l'Assemblée annuelle de septembre 2005.

Cette initiative, lancée en 2004 par le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, et dirigée par la Première Directrice générale adjointe, Anne Krueger, s'appuie sur les principes énoncés à la conférence de Bretton Woods en 1944, qui enjoignent au FMI de promouvoir la stabilité macroéconomique et financière, à l'échelle nationale et internationale, et d'encourager la coopération monétaire internationale pour faire face aux défis communs. «En fournissant ces biens publics, le FMI contribue à assurer une croissance économique soutenue», indique le rapport de M. de Rato au CMFI.

Le FMI doit impérativement s'adapter

Comme l'ont relevé les administrateurs en mars 2005 lors de leur examen de la stratégie à moyen terme, les événements mondiaux, l'évolution des besoins de membres très divers et les leçons tirées de l'expérience sont autant de facteurs qui militent en faveur d'une évolution continue du FMI, «la surveillance, l'assistance technique et les prêts devant rester ses principaux moyens d'action».

Le Directeur général a souligné le rôle essentiel d'un cadre institutionnel efficace, la nécessité de centrer l'activité du FMI sur les questions qui influent le plus sur la stabilité macroéconomique et financière, ainsi que l'importance croissante de la surveillance régionale et mondiale, de la surveillance du secteur financier et du compte de capital. Il a insisté aussi sur l'importance primordiale des prêts du FMI et la contribution active de celui-ci à la stabilité et la croissance, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. M. de Rato a enfin réaffirmé la détermination du FMI d'utiliser de la façon la plus efficace possible les ressources que lui confient ses pays membres.

La mission statutaire du FMI conserve «toute son importance» et il s'agit de «renforcer l'efficacité avec laquelle il poursuit ses objectifs centraux tout en continuant de s'adapter à l'évolution de l'économie mondiale. Cela lui permettra de continuer à jouer le rôle qui est le sien pour tous ses membres, ce qui renforcera encore la cohérence, la crédibilité et l'impartialité de son action.»

La poursuite des travaux

Le CMFI a demandé que, pour aider à définir l'orientation stratégique du FMI, la réflexion soit poursuivie dans plusieurs domaines qui apparaissent prioritaires.

- **Accroître l'efficacité et l'impact de la surveillance.** Conformément aux conclusions de l'examen biennal 2004, la surveillance doit être plus ciblée et sélective dans ses analyses tout en restant impartiale pour tous les membres. La surveillance régionale et mondiale doit jouer un rôle croissant et être mieux intégrée à la surveillance bilatérale.

- **Les travaux sur les questions relatives au secteur financier et aux marchés de capitaux internationaux devraient prendre encore plus d'importance afin de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir la stabilité financière.** Ces travaux, notamment l'évaluation du secteur financier, devraient s'intégrer davantage à la surveillance et aux autres activités, et être complétés par des conseils sur les moyens d'améliorer l'accès aux marchés de capitaux et de libéraliser de façon ordonnée le compte de capital.

- **Prêts.** Les prêts doivent être sélectifs et reposer sur une internalisation des programmes et sur des cadres institutionnels solides, afin d'engager fermement les pays membres sur la voie de la viabilité extérieure. La réflexion se poursuivra sur la manière dont les accords du FMI peuvent répondre aux besoins des membres et sur l'opportunité de créer de nouveaux instruments ou de réviser les facilités existantes.

- **Rôle dans les pays à faible revenu.** Le FMI a un rôle crucial à jouer pour aider ces pays à réduire la pauvreté et à réaliser une croissance forte et durable en menant des politiques saines et en se dotant d'institutions solides qui permettront d'assurer la stabilité macroéconomique. Il doit continuer à adapter ses activités et ses instruments à la situation spécifique de ces pays, en coopérant étroitement avec la Banque mondiale selon des responsabilités clairement définies.

- **Respect des normes les plus exigeantes.** Pour utiliser ses ressources de la façon la plus efficace possible, le FMI doit satisfaire aux normes les plus exigeantes de gestion, de contrôle, d'audit et de gouvernance internes, en poursuivant la réforme de son budget et les travaux sur ses finances et sa structure financière, en déployant judicieusement ses ressources en fonction des priorités et en continuant ses travaux sur la gestion et le contrôle du risque, et sur les systèmes de gestion du personnel.

- **Sauvegarder et renforcer l'efficacité et la crédibilité du FMI.** Il conviendrait que soient dûment garanties la voix et la participation de tous les membres, et que la répartition des quotes-parts reflète l'évolution de l'économie mondiale. ■

La croissance restera robuste en 2005, mais des risques subsistent

La croissance mondiale de 5,1 % enregistrée en 2004 a été la plus forte depuis des décennies, a déclaré Raghuram Rajan, Conseiller économique du FMI et Directeur du Département des études, lors d'une conférence de presse organisée le 13 avril à l'occasion de la publication de l'édition d'avril 2005 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Selon ce rapport, la croissance devrait s'établir à 4,3 % en 2005, niveau proche de la tendance, mais la hausse et la volatilité des cours du pétrole, l'augmentation des taux d'intérêt et le creusement des déséquilibres courants risquent d'entraîner une révision à la baisse de cette prévision. En outre, la croissance varie de plus en plus d'une région à l'autre : l'expansion mondiale reste trop tributaire de la croissance aux États-Unis et dans les pays émergents d'Asie, alors que la reprise n'est pas encore soutenue dans la zone euro, ni au Japon.

Perspectives régionales

L'économie américaine continue de « tourner », a noté M. Rajan : une croissance annuelle de 3,6 % du PIB est attendue pour 2005 et 2006. Le rapport prévoit une modération de la consommation privée, en raison du retrait de l'impulsion budgétaire et monétaire, qui sera compensé par la vigueur persistante de l'investissement.

Dans la zone euro, l'expansion modeste qui semblait engagée au premier semestre de 2004 a dérapé au deuxième semestre. La faiblesse de la demande intérieure a été aggravée par le manque d'élan des exportations. Une croissance de 1,6 % est attendue en 2005, contre une prévision de 2,2 % en septembre dernier.

L'économie japonaise reste imprévisible. Après un premier trimestre dynamique, l'activité est restée anémique pendant le reste de 2004. Cependant, les données fondamentales se sont améliorées et une croissance de 0,8 % est prévue pour 2005, avant de passer à 1,9 % en 2006.

Parmi les pays émergents, les deux géants en croissance rapide — l'Inde et la Chine — font face à des problèmes très différents en ce qui concerne l'investissement. En Chine, l'investissement représentait 45 % du PIB en 2004 (un chiffre extraordinaire) et le gouvernement s'inquiète de la *qualité* de cet investissement. À cet égard, il sera essentiel d'opérer des réformes dans le secteur financier et dans les entreprises publiques; un assouplissement du régime de change pourrait être utile aussi. Par contre, l'Inde a besoin de *plus* d'investissements, en particulier dans les infrastruc-

tures. Pour dégager des ressources dans un budget déjà très serré, les autorités devront rationaliser les dépenses et accroître les recettes. Elles devront aussi renforcer le cadre de leurs politiques afin d'accroître l'investissement du secteur privé.

Les autres régions du monde ont aussi enregistré une croissance robuste, notamment en Afrique subsaharienne, où la croissance a dépassé 5 % en 2004 — le taux le plus élevé depuis près de 10 ans. Les perspectives de croissance de l'Afrique devraient rester favorables en 2005 et en 2006.

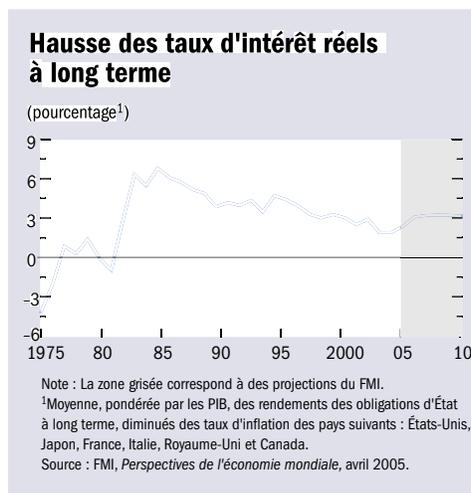
En Amérique latine, le Brésil a obtenu des résultats remarquables en 2004, avec une croissance de 5,2 % — en partie grâce aux réformes budgétaires et structurelles opérées par le gouvernement. Les autorités monétaires ont bien réagi à la montée de l'inflation en relevant leurs taux d'intérêt, et l'équilibre entre la politique budgétaire et la politique monétaire semble judicieux. Le niveau élevé des taux d'intérêt indique qu'il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les réformes structurelles pour améliorer le fonctionnement du secteur financier.

Risques : taux d'intérêt, pétrole et déséquilibres

Cependant, des risques considérables pèsent sur les prévisions d'une croissance mondiale robuste. M. Rajan a cité une augmentation des taux d'intérêt, le niveau élevé et la volatilité des cours du pétrole, et le creusement des déséquilibres courants, ajoutant que ces risques doivent être considérés dans le contexte de deux transitions importantes à moyen terme : le poids économique croissant des pays en développement et le vieillissement de la population des pays industrialisés. L'ajustement à ces transitions est insuffisant, d'où les risques actuels.

Les pays en développement et les pays émergents représenteront une part de plus en plus importante du PIB mondial. Leur PIB est non seulement plus instable, mais aussi plus tributaire des produits de base. Même selon des estimations prudentes, le nombre de voitures en Chine devrait être multiplié par 15 au cours des 25 prochaines années, et l'Inde ne sera pas loin de ces chiffres. Si la croissance spectaculaire de ces pays profitera à tous, elle grèvera aussi les ressources existantes.

La deuxième grande transition est le vieillissement de la population des pays industrialisés riches. Non seulement ces pays devraient restructurer leur propre marché du travail pour mieux



utiliser la population active en mutation, mais bon nombre d'entre eux devrait envoyer des capitaux aux pays en développement plus jeunes et plus pauvres. Cela permettra à Pierre et à Jeanne de profiter de leurs investissements étrangers lorsqu'ils seront à la retraite, a remarqué M. Rajan, tandis que les jeunes Abebe et Nafisa reçoivent les capitaux nécessaires pour améliorer leurs qualifications et rester productifs aujourd'hui. Les pays riches devraient épargner plus et dégager des excédents courants, et les pays pauvres devraient investir plus et dégager des déficits courants plus élevés.

Au lieu de cela, les capitaux se déplacent dans la mauvaise direction aujourd'hui, et les pays émergents financent les pays riches (voir tableau). Le problème posé par ces déséquilibres n'est pas seulement le risque faible mais coûteux que les marchés financiers hésitent à financer le déficit courant américain, mais aussi le fait que le sens des mouvements de capitaux ne correspond pas aux besoins résultant des tendances démographiques. Les marchés finiront par réagir à la pénurie de ressources et à la réallocation des capitaux à l'échelle mondiale, mais les pouvoirs publics doivent aider les marchés à mieux fonctionner en éliminant les obstacles.

Un rôle pour tous

M. Rajan a souligné que toutes les régions ont un rôle à jouer dans la résorption des déséquilibres des paiements mondiaux. Chacun semble en convenir, mais adopte, à l'égard des changements à apporter, une attitude qui ressemble à celle de Saint Augustin : «Seigneur, donnez-moi la chasteté, mais pas tout de suite». La mise en place d'un cadre d'action fixé d'un commun accord, crédible,



M. Rajan : Les marchés ne seront peut-être pas disposés à attendre jusqu'à la prochaine élection.

multilatéral et incluant des mesures et un calendrier détaillés, aiderait à stabiliser les marchés.

Les États-Unis doivent épargner davantage, a déclaré M. Rajan. Leur intention louable de réduire de moitié leur déficit budgétaire d'ici à 2009 doit être appuyée par des mesures crédibles. Le consommateur américain qui, par ses achats, a évité une récession mondiale, doit se reposer un peu maintenant et épargner plus. La politique monétaire pourrait apporter sa contribution si un relèvement des taux d'intérêt entraînait une hausse de l'épargne des ménages.

Plusieurs pays émergents, en particulier en Asie, ont accumulé suffisamment de réserves pour se protéger de tout si ce n'est de l'Apocalypse, a plaisanté M. Rajan. Cette accumulation de réserves met à mal aujourd'hui la régulation monétaire. Ces pays doivent assouplir leur régime de change, ce qui ralentirait l'accumulation

de réserves et leur permettrait de reprendre le contrôle de la situation monétaire. Des réformes du secteur financier visant à affecter les capitaux de manière plus transparente et plus rentable accroîtraient aussi le rendement des investissements. Cela devrait non seulement entraîner une hausse de l'investissement, mais aussi réduire le besoin d'épargne, en permettant aux capitaux importés de combler l'écart de financement. Les capitaux pourraient ainsi circuler de nouveau dans la direction souhaitée.

L'Europe et le Japon devront apporter leur contribution aussi en accélérant leur croissance. L'Europe n'a tout simplement pas les moyens de s'offrir son État-providence, et le Japon aura du mal à régler ses problèmes budgétaires. Il est essentiel d'opérer des réformes structurelles qui intensifieront la concurrence et assoupliront le fonctionnement de l'économie. Tandis que les centrales d'appel aident des entreprises du monde entier à comprimer 24 heures en une journée de travail, l'Europe en est encore à débattre de l'étalement de 35 heures sur une semaine de travail.

En principe, les politiciens ne s'intéressent qu'au très court terme. Jusqu'à présent, les périodes de volatilité des taux de change ou des cours du pétrole ayant été assez brèves et leurs conséquences défavorables modérées, ils ont pu s'en désintéresser. Mais il sera bientôt trop tard pour l'économie mondiale; les marchés ne seront peut-être pas disposés à attendre jusqu'après la prochaine élection. Il est donc urgent d'agir, a souligné M. Rajan. ■

Marina Primorac

FMI, Département des relations extérieures

Les déséquilibres courants se creusent

Les pays émergents financent les pays riches
(pourcentage du PIB)

	2003	2004	2005	2006 ¹
Principaux pays avancés ²	-1,6	-1,7	-1,9	-1,8
États-Unis	-4,8	-5,7	-5,8	-5,7
Zone euro ³	0,3	0,6	0,4	0,4
Japon	3,2	3,7	3,3	3,5
Royaume-Uni	-1,7	-2,2	-2,3	-2,4
Canada	2,0	2,6	2,6	2,5
Nouvelles économies				
industrielles d'Asie	7,4	7,1	6,8	6,2
Corée	2,0	3,9	3,6	2,9
Taiwan, province de Chine	10,2	6,2	6,6	5,9
RAS de Hong Kong	10,3	9,6	9,4	9,3
Singapour	29,2	26,1	23,4	22,9

¹Projections.

²Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.

³Corrigé des erreurs de déclaration des transactions intrazone.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2005.

L'édition d'avril 2005 des *Perspectives de l'économie mondiale* est en vente au prix de 49 dollars (46 dollars pour les universitaires et étudiants) au Service des publications du FMI. Le texte intégral des *Perspectives* est disponible sur le site du FMI (www.imf.org).

Marché pétrolier : la stabilité n'est pas pour demain

Étant donné la vigueur persistante de la demande, les craintes de pénurie et le manque de capacités disponibles, les cours du pétrole resteront probablement élevés et volatils, selon la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI et un rapport des services du FMI intitulé *Oil Market Developments and Issues*. Le communiqué du CMFI souligne aussi l'importance de la stabilité des prix pétroliers pour la prospérité mondiale; il demande que l'on cesse de décourager les investissements dans la production et que l'on fasse plus d'efforts pour assurer une utilisation viable et efficiente de l'énergie.

Depuis deux ans, la reprise économique mondiale, la forte demande et des perturbations de l'offre ont réduit les capacités de production disponibles. Ce phénomène a fait monter le prix moyen du baril à environ 50 dollars en mars 2005 contre une moyenne de 20 dollars (en dollars de 2003) pendant les années 90. Raghuram Rajan, Chef économiste du FMI, a déclaré à la presse : «Le marché pétrolier restera tendu dans les années qui viennent et les cours élevés et volatils continueront de représenter un risque grave pour l'économie mondiale.» Ces cours seront en partie responsables du ralentissement de la croissance mondiale qui baissera en 2005–06 de 0,7–0,8 point de pourcentage par rapport à 2004. La hausse affectera particulièrement les pays en développement et les pays émergents qui sont soumis à des contraintes financières extérieures.

L'offre rattrapera-t-elle la demande?

Selon les projections des *Perspectives*, la demande de pétrole continuera d'augmenter à un rythme rapide, portant la consommation mondiale d'environ 82 millions de barils/jour (mbj) en 2004 à près de 140 mbj en 2030. Les pays avancés sont les principaux consommateurs, mais ils ne représenteront probablement que 25 % de l'accroissement de la demande mondiale prévu pour 2003–30. Dans le même temps, la demande des pays en développement et des pays émergents devrait tripler, tirée par l'augmentation de l'utilisation du pétrole dans les entreprises et les logements et la multiplication par six du nombre de véhicules. Selon M. Rajan, «on commence à acheter des automobiles quand le PIB par habitant approche les 2.500 dollars. À notre avis, l'augmentation de la demande pour les transports viendra des pays en développement et des pays émergents où les gens pourront enfin s'acheter une voiture.» À elle seule la Chine, avec sa croissance écono-

mique rapide et sa nombreuse population, représentera presque 25 % de l'augmentation de la demande mondiale de pétrole pendant les trente prochaines années.

D'après M. Rajan, «les tensions du marché sont en partie dues au fait que les investissements dans la prospection, le transport et le raffinage ont été faibles». On pourrait donc réduire la volatilité en augmentant suffisamment l'offre et les capacités de production. Toutefois, on ne pourra probablement pas accroître les capacités dans le court terme. Il faut du temps pour mettre les nouvelles installations en service et les réglementations restrictives empêchent les investissements de démarrer rapidement. Quant à l'évolution à long terme, elle dépend surtout des considérations stratégiques de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui fournit actuellement 40 % environ de la production mondiale et détient environ 70 % des réserves exploitables. Étant donné le pouvoir de marché de l'OPEP et le coût de la construction de nouvelles installations, les *Perspectives* estiment qu'elle n'augmentera probablement pas sa production rapidement. Par conséquent, les prix, comparés à ceux des deux dernières décennies, seront considérablement plus élevés et atteindront entre 39 et 56 dollars par baril en dollars de 2003.

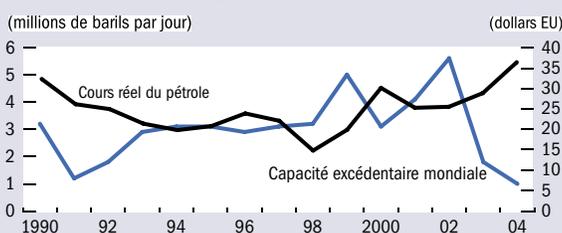
Comment se préparer à affronter les risques

Pour atténuer les risques macroéconomiques dus à la volatilité du cours du pétrole, les *Perspectives* proposent des mesures dans plusieurs domaines. Une plus grande transparence, surtout par la publication de données plus actuelles et plus fiables sur la demande, l'offre et les stocks, diminuerait les incertitudes et les fluctuations. Il faut aussi réduire les obstacles à l'investissement dans ce secteur et poursuivre les efforts pour ralentir l'augmentation de la consommation. Les pays très dépendants des importations de pétrole devraient constituer des stocks stratégiques suffisants pour se protéger contre les perturbations de l'offre. Enfin, les pays consommateurs et producteurs devraient intensifier le dialogue sur l'évolution prévisible du marché et les politiques susceptibles d'atténuer les risques de tensions sur l'offre afin d'éviter que les pays importateurs ne prennent des mesures pour freiner la demande à long terme.

Le rapport des services du FMI intitulé *Oil Market Developments and Issues* définit également des principes généraux qui devraient guider les décisions des pays, même si chacun doit tenir compte de sa situation particulière. ■

Le marché pétrolier, source de chocs

Les cours élevés et volatils correspondent aux périodes de faibles capacités disponibles.



Sources : Agence internationale de l'énergie; U.S. Department of Energy; calculs des services du FMI.

Les ministres voudraient intensifier la lutte contre la pauvreté

Les participants aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale l'ont pratiquement tous dit : il faut aider davantage les pays pauvres pour qu'ils progressent plus vite dans leur lutte contre la pauvreté et atteignent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015.

Le CMFI a approuvé les principaux éléments de l'engagement financier futur du FMI dans les pays à faible revenu. Tout d'abord, la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) devrait être alignée davantage sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, sur la base d'analyses plus poussées. Ensuite, il faudrait assurer un financement adéquat de la FRPC pour qu'elle puisse répondre aux demandes futures ainsi que les autres instruments dont dispose le FMI pour apporter son aide, notamment en cas de chocs. Enfin, la réflexion doit se poursuivre sur un arrangement de suivi des politiques qui renforcerait les signaux du FMI dans le cas des pays qui n'ont pas besoin de ses concours ou ne souhaitent pas y avoir recours.

Le rapport de suivi mondial 2005 du FMI et de la Banque mondiale (voir page 110) souligne les actions prioritaires à mener pour accélérer la réalisation des OMD : parvenir à la stabilité macroéconomique, notamment par l'amélioration de la gestion et de la composition des dépenses, renforcer les institutions et les politiques, éliminer les contraintes réglementaires et consolider les infrastructures pour revigorer le secteur privé et multiplier les possibilités d'activité rentables.

Le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a souligné qu'un secteur privé dynamique était indispensable pour parvenir durablement aux taux de croissance élevés dont ont besoin les pays à faible revenu. « Nous conseillons de plus en plus aux pays membres de concevoir leur propre stratégie de réduction de la pauvreté sans oublier d'y inclure des réformes à la fois très ambitieuses et déterminées pour permettre au secteur privé et aux capitaux internationaux de contribuer à la solution », a-t-il déclaré. Le rapport de suivi mondial insiste aussi sur la nécessité de doubler le montant de l'aide publique au développement pour les pays les plus pauvres, de démanteler les obstacles au commerce, d'ouvrir davantage les marchés et de conclure rapidement le cycle de Doha.

La recherche de solutions

La question de l'allègement de dette a été au centre des débats lors des réunions de printemps. Le CMFI a relevé les progrès

accomplis dans le cadre de l'initiative PPTE, en encourageant toutefois les pays à faire le nécessaire pour tirer parti de cette initiative et en exhortant les créanciers à y participer sans réserves. Cependant, pour préserver les avantages potentiels de l'allègement de dette, il faut aider les pays à éviter de contracter des emprunts excessifs à l'avenir. À cet égard, le CMFI soutient le cadre conjoint mis en place par le FMI et la Banque mondiale pour aider les pays à faible revenu à ramener et à maintenir leur dette à un niveau viable.

De son côté, le G-7 a une nouvelle fois exprimé sa détermination d'accorder de nouveaux allègements de dettes, pouvant atteindre 100 %, sans diminution des ressources pour les pays les plus pauvres. « Pour réduire la pauvreté, nous avons estimé qu'il importait d'aller plus loin et d'agir plus vite en matière d'allègement de dette, et que des fonds supplémentaires permettront de sortir durablement de l'endettement les pays les plus pauvres », a déclaré Gordon Brown, Chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et Président du CMFI.

Diverses propositions d'allègement de dette ont été faites, qui vont de leur annulation totale à la passation par pertes et profits du service de la dette. Pour financer les allègements et l'aide au développement, il a été proposé de recourir aux dons, de créer des fonds spéciaux, d'instituer des taxes mondiales ou encore d'utiliser l'or du FMI. « La

question générale est la suivante : la prochaine étape de l'allègement des dettes multilatérales, à l'égard du FMI, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale », a dit M. Brown.

Cependant, les décideurs ne se sont pas entendus sur la façon de procéder. Après la réunion du CMFI, M. Brown a déclaré s'attendre à ce que le G-7 donne davantage de détails lors de sa réunion de juillet à Gleneagles et qu'un accord soit trouvé en septembre à New York, lors du sommet du Millénaire de l'ONU. Le communiqué du CMFI indique qu'un allègement supplémentaire de la dette par le FMI doit faire partie d'un effort international plus vaste. M. de Rato a aussi souligné que toute décision sur l'utilisation de l'or du FMI à cette fin devait s'inscrire dans une approche beaucoup plus large, la dette des pays à faible revenu à l'égard du FMI étant inférieure à 20 % du total. En 1999-2000, le FMI a eu recours à des ventes d'or hors marché pour financer sa participation à l'initiative PPTE, mais beaucoup de gouverneurs se sont déclarés opposés à la vente de l'or du FMI. ■

La question générale est la suivante : la prochaine étape de l'allègement des dettes multilatérales, à l'égard du FMI, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale.

Gordon Brown

Rapport de suivi mondial 2005

La réalisation des OMD reste une gageure

Le rapport de suivi mondial 2005 établi conjointement par le FMI et la Banque mondiale lance une mise en garde : faute de mesures décisives et concrètes, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sera gravement compromise, surtout en Afrique subsaharienne, où elle est en panne pour chaque objectif. Il s'agit, souligne le rapport, d'offrir l'occasion à des centaines de millions de personnes d'échapper à la pauvreté, à la maladie et à l'analphabétisme, afin de renforcer les perspectives de paix et de sécurité dans le monde.

Il y a cinq ans, 189 pays ont signé la Déclaration du Millénaire, accord qui énonce plusieurs objectifs, les OMD (voir encadré), qui, s'ils sont réalisés d'ici à 2015, se traduiront par des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable par rapport au début de 1990. La réalisation de ces objectifs suppose que les pays en développement, les pays développés et les institutions financières internationales acceptent de nouvelles responsabilités et que la dynamique lancée soit entretenue. Ces différents acteurs tiennent-ils leurs engagements? Le rapport de suivi mondial a été conçu pour suivre la réalisation des OMD. Celui de cette année accorde une place particulière à l'Afrique subsaharienne, région où la réalisation des OMD s'annonce la plus difficile.

Des défis redoutables, mais des raisons d'espérer

À dix ans de l'échéance fixée, la réalisation des OMD progresse plus lentement et de façon plus inégale d'une région à l'autre qu'on l'avait prévu. C'est sur le plan du développement humain que les risques de retard sont les plus grands, tout particulièrement dans le domaine de la santé. Si les tendances actuelles se confirment, la plupart des pays n'atteindront pas l'objectif de réduction de deux tiers de la mortalité infantile et de trois quarts la mortalité maternelle. Il faudrait accroître sensiblement le nombre d'enseignants, de médecins, d'infirmiers et de personnels de santé locaux. L'Afrique, par exemple, doit tripler le nombre des professionnels de la santé, c'est-à-dire l'augmenter d'un million, d'ici à 2015.

Les perspectives sont plus encourageantes dans le domaine de l'éducation. Mais dans trois des six régions en développement, les progrès sont trop lents pour que l'objectif de l'éducation primaire universelle puisse être atteint. Malgré de nettes avancées dans ce domaine, l'objectif de l'égalité entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire à l'horizon 2005 ne sera pas atteint dans la moitié des régions. Quant à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement supérieur, les perspectives sont encore moins encourageantes.

Zia Qureshi (Banque mondiale), principal auteur du rapport, a souligné que «derrière ces statistiques froides sur les OMD se

trouvent de vraies personnes, et l'absence de progrès a des conséquences tragiques et immédiates. Chaque semaine, dans le monde en développement, 200.000 enfants de moins de 5 ans meurent de maladies évitables; c'est une tragédie comparable à celle du tsunami survenu récemment en Asie, qui se répète chaque semaine. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 2 millions de personnes mourront du sida cette année et, dans les pays en développement, 115 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.»

Du côté positif, la perspective d'atteindre le premier OMD, à savoir la réduction de moitié de la pauvreté monétaire entre 1990 et 2015, est prometteuse. Grâce surtout aux progrès rapides de la Chine et de l'Inde, c'est déjà chose faite pour l'Asie de l'Est, et l'Asie du Sud est bien placée pour y parvenir aussi. Un exemple très frappant est celui du Vietnam, pays à faible revenu qui a ramené la pauvreté de 51 % en 1990 à 14 % en 2002. La plupart des autres régions en développement progressent aussi régulièrement et devraient atteindre l'objectif ou presque, même si dans chaque région des pays resteront à la traîne. En Afrique subsaharienne, où la pauvreté s'est en fait aggravée entre 1990 et 2001, les perspectives sont beaucoup plus sombres. Mais il y a des raisons d'espérer : beaucoup des pays en retard avancent quand même et les conditions se mettent en place pour que les résultats s'améliorent. En Afrique subsaharienne, par exemple, 12 pays bénéficient d'un regain de croissance qui dépasse la tendance régionale, la croissance moyenne du PIB au cours de la décennie écoulée se chiffrant au moins à 5,5 %.

Les objectifs du Millénaire pour le développement

- 1) Entre 1990 et 2015, réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour et la proportion de la population qui souffre de la faim.
- 2) Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015.
- 3) Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.
- 4) Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2015.
- 5) Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015.
- 6) D'ici à 2015, stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance; maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance.
- 7) Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales.
- 8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Une croissance plus forte est indispensable

Que faire pour lancer le mouvement et accélérer la réalisation des OMD? Le rapport souligne le rôle essentiel d'une croissance économique vigoureuse. L'Afrique subsaharienne doit presque doubler son taux de croissance actuel pour le porter à une moyenne d'environ 7 % par an au cours des 10 prochaines années. Mais, comme le fait observer Mark Plant, Conseiller principal au Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, «il n'y a pas de solution standard. Chaque pays se trouve dans une situation qui lui est propre; il doit donc concevoir sa propre stratégie pour réduire la pauvreté.» À cette fin, le rapport invite les **pays en développement** à prendre l'initiative de formuler et d'appliquer des stratégies qui visent à accélérer sensiblement le mouvement. Autrement dit, ils doivent approfondir les réformes de politique économique et institutionnelles afin d'améliorer la gestion macroéconomique, promouvoir l'activité du secteur privé et renforcer la gouvernance du secteur public.

Pour l'Afrique subsaharienne, où les politiques macroéconomiques laissent particulièrement à désirer, M. Plant voit trois priorités :

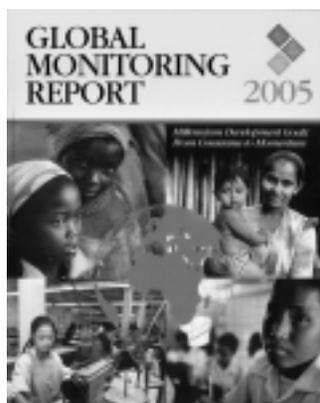
- **Améliorer la gestion macroéconomique**, en particulier budgétaire. Il faut dégager plus de ressources budgétaires pour les dépenses sociales, surtout pour la santé et l'éducation, mais cela doit être fait de façon responsable. Il est primordial que les dépenses soient consacrées à des projets de qualité, que les coûts récurrents soient inclus dans les budgets futurs et que les déficits budgétaires intérieurs ne dérapent pas. Bien que la part de dépenses consacrées aux secteurs sociaux se soit accrue en Afrique, il reste encore beaucoup à faire.

- **Créer un climat plus favorable à l'activité du secteur privé**. Il s'agit avant tout de supprimer la surréglementation et de renforcer les institutions sur lesquelles reposent les activités du secteur privé, par exemple l'octroi de licences et la protection des droits de propriété. Pour la plupart des indicateurs figurant dans le rapport récent «Pratique des affaires» de la Banque mondiale, les pays d'Afrique sont en retard sur les autres régions.

- **Renforcer la gouvernance économique**. Il importera aussi d'améliorer la gestion du secteur public, de mettre fin à la corruption et de rendre les opérations du secteur public plus transparentes. En Afrique, il faudra que l'amélioration récente de la gouvernance politique se traduise par une amélioration durable du fonctionnement des institutions économiques, telles que les douanes et les ministères des finances.

L'aide a ses limites

Les **pays développés** doivent y mettre du leur aussi. Le rapport de suivi mondial les invite à redoubler d'efforts et à tenir les en-



gagements pris à Monterrey en 2002. Il faut notamment que leur aide soit plus abondante et de meilleure qualité. L'aide extérieure (aide publique au développement) doit au moins doubler en cinq ans pour que les OMD puissent être atteints, en particulier dans les pays à faible revenu et en Afrique subsaharienne, le rythme de l'augmentation devant tenir compte de la capacité d'absorption des pays. En 2003, l'aide publique a augmenté de 10,7 milliards de dollars pour se chiffrer à 69 milliards. Si les engagements pris lors de la conférence de Monterrey sont tenus, cette aide pourrait atteindre

100 milliards de dollars d'ici à 2010. Mais l'accroissement de l'aide n'est pas la seule réponse. En effet, estime M. Plant, tous les pays bénéficieront d'une augmentation de l'aide extérieure, mais l'apport d'aide ne saurait tenir lieu de stratégie de croissance. En fait, tout porte à croire que, à long terme, l'aide a des effets relativement modestes sur la croissance.

La politique internationale de développement ne doit plus être conçue uniquement en termes d'aide. Elle doit aussi inclure non seulement la réforme des politiques commerciales, mais aussi les politiques qui concernent les flux de capitaux privés, les transferts de connaissances et de technologie, la sécurité et l'environnement. Le rapport recommande aussi de renforcer et de mieux cibler le soutien des institutions financières internationales (voir encadré ci-dessous). ■

Programme d'action

Pour progresser plus vite, le rapport de suivi mondial 2005 propose un programme en cinq points :

Veiller à l'internalisation des initiatives de développement par les pays. Amplifier les résultats au moyen de stratégies conçues et appliquées par les pays eux-mêmes.

Créer un environnement plus propice à une croissance économique tirée par le secteur privé. Améliorer la gestion budgétaire et la gouvernance, assouplir les restrictions pesant sur le climat des affaires et investir dans les infrastructures.

Accélérer la prestation de services de base. Accroître rapidement le nombre de professionnels de la santé et d'enseignants, fournir des financements plus élevés, plus souples et plus prévisibles pour ces services récurrents et coûteux, et renforcer les capacités institutionnelles.

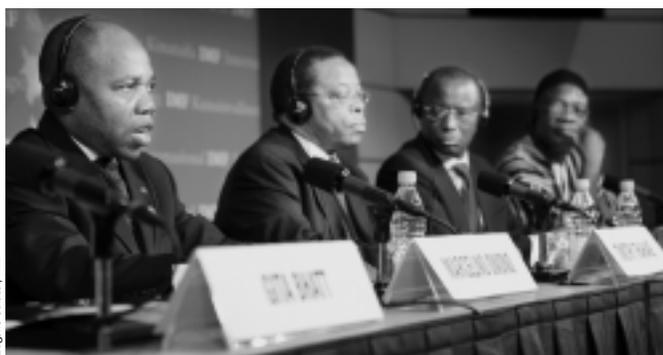
Démanteler les obstacles au commerce. Essayer d'obtenir des réformes ambitieuses dans le cadre du cycle de Doha, notamment une réforme profonde du commerce de produits agricoles, ainsi qu'une augmentation de l'«aide au commerce».

Doubler l'aide au développement en cinq ans. En outre, améliorer la qualité de l'aide, notamment sa coordination et son harmonisation.

Conférence de presse des ministres des finances africains

L'Afrique a besoin d'une aide accrue et de marchés ouverts

L'Afrique a besoin de plus de débouchés, d'une assistance technique plus solide — notamment pour reconstruire les économies ravagées par la guerre — et d'un allègement plus rapide de la dette. C'est le message transmis par quatre ministres des finances africains, MM. Marcelino Owono Edu (Guinée équatoriale), Timothy Thahane (Lesotho), Abdoulaye Diop (Sénégal) et Joseph Bandabla Dauda (Sierra Leone), lors d'une conférence de presse organisée le 17 avril, où ils ont abordé de nombreuses questions et dressé un bilan des progrès, perspectives et contraintes de la région.



De gauche à droite : MM. Marcelino Owono Edu (Guinée équatoriale), Timothy Thahane (Lesotho), Abdoulaye Diop (Sénégal) et Joseph Bandabla Dauda (Sierra Leone).

Dans leur intervention liminaire, plusieurs des ministres ont souligné combien il était important de diversifier les économies et de développer leurs débouchés à l'exportation. M. Thahane a évoqué l'expérience du Lesotho qui, comme les autres pays à faible revenu ayant développé la filière textile, doit désormais relever les redoutables défis posés par la fin de l'arrangement multifibres. Pour élaborer de nouveaux produits et trouver des débouchés, les pays africains devront attirer et retenir les investisseurs et surmonter les obstacles issus d'une infrastructure déficiente.

M. Diop a engagé le FMI à jouer un rôle plus actif sur les dossiers liés à la libéralisation des échanges dans le cadre des négociations multilatérales du cycle de Doha, d'autant que les pays industrialisés sont restés sourds à l'appel des pays en développement et des institutions multilatérales en faveur d'une suppression des subventions agricoles et des autres politiques qui faussent les échanges. M. Thahane a déclaré que, dans toute stratégie de croissance axée sur les exportations et sur le secteur privé, le climat des affaires revêt une importance cruciale et, à cet égard, «le rôle des institutions multilatérales et de nos partenaires devient extrêmement important».

La dette au cœur du débat

Les ministres ont rappelé que la dette restait l'un des problèmes les plus graves. M. Diop a souligné que beaucoup de pays, même s'ils ont franchi le point d'achèvement de l'initiative PPTE, continuent d'être lourdement endettés. Plusieurs propositions ont été faites pour réduire l'encours et le service de la dette, mais il importe avant tout d'attaquer les problèmes avec plus de célérité et de mobiliser des ressources supplémentaires. Pour M. Diop, il faut passer de la parole aux actes. M. Thahane a abondé dans ce sens, ajoutant que les pays se voient obligés de consacrer au paiement de la dette les ressources dont ils ont grandement besoin, et il est donc vital «de trouver un compromis et d'agir vite».

Les ministres ont également renouvelé leur appel en faveur d'une participation et d'une représentation plus fortes des pays africains au FMI. M. Diop a en effet rappelé que les 44 pays africains, dont la plupart appliquent des programmes appuyés par le FMI, ne détiennent en fait que 4,4 % des voix attribuées au sein du Conseil d'administration de l'institution. M. Thahane a précisé que le Directeur général, M. de Rato, lors de sa réunion avec les ministres des finances, avait signalé que, pour permettre aux pays du continent d'internaliser le processus de développement, le FMI et la Banque mondiale devaient être à l'écoute de leur voix et de leurs expériences. Il a reconnu, comme M. de Rato, qu'il s'agit d'une question politique que les pays membres eux-mêmes devront résoudre de manière effective et équitable.

Assistance du FMI

Pour ce qui est des pays sortant d'un conflit, M. Dauda, partant de l'expérience de la Sierra Leone, a préconisé un accès plus souple aux ressources de l'initiative PPTE et de la FRPC. Il a rappelé combien il était important de suivre une démarche anticipatoire en coordination avec la Banque mondiale et les autres organisations internationales. Il a en outre souligné qu'il était vital de fournir une assistance technique sans tarder et a, en ce sens, demandé au FMI d'ouvrir de nouveaux centres régionaux d'assistance technique. M. Owono Edu a précisé que son pays, la Guinée équatoriale, examinait la possibilité de recevoir l'assistance technique du FMI pour l'aider à adhérer pleinement à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives. ■

Le texte intégral des diverses interventions est affiché sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

Afrique : des progrès, mais les OMD restent hors de portée

Abdoulaye Bio-Tchané, Directeur du Département Afrique du FMI, a déclaré à la presse le 14 avril, à Washington, que «le rythme de croissance du PIB réel de l'Afrique subsaharienne s'est accéléré en 2004, atteignant 5 %, soit son niveau le plus élevé en huit ans, tandis que le taux moyen d'inflation est tombé en dessous de 10 % pour la première fois en un quart de siècle». Commentant le rapport 2005 sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique, il a en outre noté que, l'an dernier, la croissance a continué d'être très forte, de l'ordre de 6,9 % en moyenne, dans les pays producteurs de pétrole. En dépit de la flambée des cours pétroliers, l'activité a aussi été soutenue dans de nombreux pays importateurs, dépassant 5 % dans plus d'un tiers d'entre eux. Dans la majeure partie de la région, toutefois, la croissance est restée en deçà du taux nécessaire pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement d'une réduction de moitié, entre 1990 et 2015, de la pauvreté monétaire.

Les politiques macroéconomiques ont nettement contribué à cette croissance robuste. Les pays importateurs de pétrole ont pris les mesures qui s'imposaient, et ont notamment réagi au choc pétrolier en durcissant leur politique budgétaire. Ils ont aussi bénéficié de la forte hausse des cours des métaux, des diamants et des denrées alimentaires, tandis que la demande d'importations des économies avancées s'accroissait.

Pour 2005, le rapport prévoit une croissance toujours vive, de l'ordre de 5 %, et une inflation faible (voir tableau). Les facteurs qui risquent de peser sur la croissance sont les conflits qui persistent en Côte d'Ivoire et dans la région des Grands Lacs, la baisse sans précédent des cours mondiaux du coton, la levée des derniers quotas textiles dans les pays industrialisés et la vulnérabilité de nombreux pays aux sécheresses et autres catastrophes naturelles.

À cause de la récente chute de 30 % des cours mondiaux du coton, les recettes d'exportation risquent de s'effondrer au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Togo, où la filière coton emploie jusqu'à un tiers de la population. Un net rebond des cours étant

peu probable dans l'immédiat, les pays les plus touchés ont plus besoin de l'aide des donateurs pour empêcher une aggravation de la misère et amortir les effets des réformes structurelles cruciales lancées pour rendre la filière plus efficiente et compétitive. Cinq pays au moins (Cap-Vert, Lesotho, Madagascar, Maurice et Swaziland) devront réagir vite à la levée des quotas textiles en engageant des actions macroéconomiques pour améliorer la compétitivité de leurs exportations et en menant avec rigueur des réformes structurelles afin d'éliminer les obstacles aux échanges.

Un meilleur climat de l'investissement est vital

Au cours des années à venir, le principal enjeu pour la région est de maintenir, voire d'accélérer, la croissance. Le revenu réel par habitant, qui a faiblement augmenté l'an dernier (de 2,7 %), n'a guère varié depuis le milieu des années 70. L'activité aura plus de chances d'être soutenue si elle est tirée par une hausse de la productivité et de l'investissement, plutôt que par une amélioration temporaire de l'emploi. Si l'investissement ne s'est guère accru dans les économies performantes (sauf en Guinée équatoriale), la productivité progresse nettement pour la première fois depuis les années 60. Plusieurs pays ont pu soutenir un taux de croissance élevé en appliquant de meilleures politiques. D'autres réformes macroéconomiques et structurelles doivent être menées à bien pour stimuler l'investissement et le commerce extérieur. Il est urgent d'améliorer le climat de l'investissement.

Le commerce intra-africain demeure faible et, en termes de commerce global et d'investissement direct étranger, la région est de plus en plus à la traîne du reste du monde. Selon M. Bio-Tchané, «la vive expansion des échanges commerciaux est un élément crucial pour la croissance durable» des pays de la région, qui doivent parvenir à une réduction généralisée et non discriminatoire des barrières commerciales, notamment en prônant avec force la libéralisation des échanges lors des négociations du cycle de Doha. Il faudrait en outre réduire les frais de transport et les coûts inhérents au commerce transfrontalier, améliorer les infrastructures et perfectionner les qualifications des travailleurs. Les pays peuvent s'organiser sans tarder pour compenser les pertes potentielles de recettes causées par la libéralisation des échanges en renforçant leur capacité de mobiliser les impôts intérieurs. Enfin, comme les pays africains l'ont eux-mêmes recommandé, il est nécessaire de redoubler d'effort pour rationaliser les 30 accords commerciaux régionaux existants. ■

De bonnes perspectives pour l'Afrique subsaharienne

L'économie devrait conserver son dynamisme.

	2002	2003	2004	2005 ¹
	(augmentation annuelle en pourcentage)			
PIB réel	3,5	4,1	5,0	5,0
Producteurs de pétrole	4,1	8,0	6,9	6,8
PIB réel hors pétrole	4,1	3,3	4,4	4,6
Prix à la consommation (moyenne)	12,5	13,7	9,1	9,2
Producteurs de pétrole	18,6	17,0	12,9	11,1
PIB par habitant	1,1	1,6	2,7	2,7

¹Les chiffres de 2005 sont des projections.

Source : FMI, *Africa Regional Economic Outlook* (rapport sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique), avril 2005.

Le texte intégral (en anglais) du rapport sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique (*Africa Regional Economic Outlook*) est disponible sur le site Internet du FMI (www.imf.org).

Le Brésil met à profit son énorme potentiel

L'annonce faite par le Brésil en mars 2005 qu'il ne renouvelerait pas son accord avec le FMI est une étape importante dans l'histoire économique remarquable du pays. Après avoir surmonté une crise en 1999, le Brésil a de nouveau subi la turbulence des marchés en 2002, lorsque les investisseurs, échaudés par le défaut de paiement de l'Argentine l'année précédente et circonspects à l'égard du candidat à la présidence Luiz Inácio Lula da Silva, ont commencé à vendre leurs créances brésiliennes. Un prêt record, accordé très vite par le FMI en septembre 2002, peu avant la victoire électorale de Lula, a aidé le Brésil à faire face à la tempête. Depuis, l'économie affiche une reprise vigoureuse et semble bien engagée sur la voie d'une croissance soutenue. Charles Collyns et David Owen, tous les deux du Département Hémisphère occidental du FMI, répondent pour le Bulletin aux questions de Camilla Andersen.

BULLETIN : Le redressement impressionnant du Brésil est-il dû à des facteurs internes ou externes?

M. COLLYNS : Le Brésil a certainement bénéficié de la croissance économique mondiale. La hausse des prix des produits de base a stimulé ses recettes d'exportation; de plus, la faiblesse des taux d'intérêt américains a entraîné une réduction des marges sur la dette des pays émergents et une abondance de liquidités dans le monde. Mais, ce qui est plus important, c'est que le Brésil a mis en place des politiques macroéconomiques viables. L'un des éléments déclencheurs de la vive reprise en cours a été la forte baisse des taux d'intérêt, rendue possible par la crédibilité du ciblage de l'inflation. L'adhésion convaincue des autorités à la discipline budgétaire et le fait que le nouveau gouvernement a réussi à dégager un large excédent primaire ont aussi renforcé la confiance.

BULLETIN : Ce n'est pas la première fois que le Brésil connaît une croissance vigoureuse, mais dans le passé, la situation a fini par se dégrader et l'inflation est repartie. L'économie a-t-elle enfin atteint un tournant décisif?

M. OWEN : Il est encore trop tôt pour être tout à fait sûr qu'il ne s'agit pas simplement d'une forte reprise conjoncturelle, mais les signes sont bel et bien encourageants : l'instabilité macroéconomique a diminué et le secteur des exportations se porte très bien. Ce sont souvent des contraintes extérieures qui ont mis fin aux reprises antérieures. Vu les bons résultats

du pays à l'exportation, on peut espérer que ce ne sera pas le cas cette fois-ci. De plus, l'effet cumulé des réformes structurelles, dont beaucoup ont pour but d'améliorer le climat des affaires, a suscité un net rebond de l'investissement intérieur. C'est ce qui explique que le FMI prévoit une croissance économique de 3 à 4 % par an.

BULLETIN : Vous avez parlé du ciblage de l'inflation. Le Brésil a aussi adopté un taux de change souple en 1999. Quels effets ont eus ces réformes?

M. COLLYNS : Elles ont permis au Brésil de s'intégrer davantage à l'économie mondiale avec sérénité. Et cela va bien au-delà du cadre formel des politiques. En effet, leur application cohérente par deux gouvernements différents ces cinq dernières années a aussi joué un rôle fondamental. Le ciblage de l'inflation est parfait en théorie, mais, pour bien fonctionner, il faut qu'il soit appliqué de façon résolue et transparente. Et comme il est plus facile de s'y tenir lorsque l'on réduit les taux d'intérêt, la crédibilité de ce système reste en doute jusqu'à ce que l'économie ait traversé un cycle complet. La Banque centrale du Brésil a clairement démontré qu'elle était prête à relever les taux d'intérêt, à trois occasions au moins : tout d'abord, aussitôt après l'adoption du ciblage de l'inflation, puis pendant les turbulences de 2002 et, dernièrement, face aux tensions inflationnistes intérieures.

BULLETIN : La dette du Brésil a diminué, mais est-elle viable?

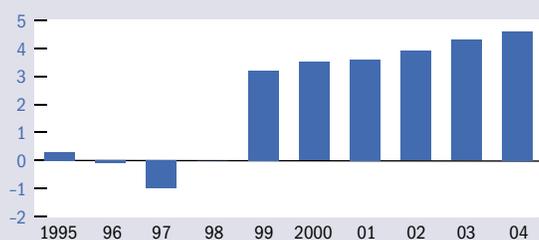
M. OWEN : Des facteurs de vulnérabilité subsistent, mais la solidité de la politique budgétaire a rendu la dynamique de l'endettement soutenable. Selon nos projections, la dette continuera à décroître et atteindra en quelques années la moyenne des pays émergents dont la dette est considérée de très bonne qualité. La baisse du ratio d'endettement consoliderait la position du Brésil parmi les pays émergents, réduirait les marges de risque, permettrait un classement en «catégorie investissement» de la dette du pays et, à terme, offrirait une marge de manœuvre pour atténuer les phases de ralentissement de l'activité par une politique budgétaire contracyclique.

La composition de la dette est aussi importante. Il y a peu encore, elle était pour une bonne part liée au taux de change. Les autorités ont depuis fortement réduit cette composante. Cepen-

Simple question de discipline

Depuis 1999, le Brésil dégage un large excédent primaire.

(pourcentage du PIB)



Source : Banque centrale du Brésil.

dant, une part élevée est encore liée aux taux d'intérêt à court terme. À l'avenir, les autorités ont l'intention d'accroître la composante à taux fixe pour rendre la dette moins sensible aux évolutions défavorables des marchés financiers.

Les réserves internationales ont aussi considérablement augmenté ces derniers mois. Il importera de consolider cet acquis.

BULLETIN : Le FMI se préoccupe aussi des dépenses.

M. OWEN : L'assainissement budgétaire s'est opéré essentiellement par l'augmentation des recettes. Or, le sentiment général est que la pression fiscale est maintenant élevée et qu'il est donc absolument indispensable de réduire le niveau et la composition de dépenses publiques. Ces dernières années, les dépenses ont été freinées par la réduction des dépenses discrétionnaires. Une plus grande flexibilité budgétaire aiderait à dégager davantage de ressources pour les secteurs prioritaires tels que les investissements d'infrastructure et les dépenses sociales et permettrait un ajustement budgétaire de meilleure qualité.

BULLETIN : Le Brésil a sous-investi dans les infrastructures pendant des années. Comment peut-il stimuler l'investissement en respectant ses objectifs budgétaires?

M. OWEN : Le Brésil participe à un projet expérimental du FMI qui vise à aider le pays à accroître la qualité des dépenses publiques d'infrastructure, tout en poursuivant une politique budgétaire prudente. En outre, pour que la différence soit vraiment sensible, le Brésil devra s'assurer d'une plus grande participation du secteur privé aux dépenses d'investissement. En 2004, le Congrès a approuvé une loi sur les partenariats public-privé, et plusieurs de ces projets devraient être lancés cette année.

BULLETIN : Le Brésil, qui était naguère un pays relativement fermé, a vu ses exportations monter en flèche. Comment peut-on expliquer ce changement?

M. COLLYNS : Pendant les années 60 et 70, le Brésil s'est attaché à bâtir une base industrielle par le remplacement des importations. Depuis, inspiré par l'exemple de l'Asie, dont le développement est tiré par les exportations, il a adopté une stratégie tournée vers l'extérieur. Le Brésil a libéralisé son régime commercial au début des années 90, mais la surévaluation du taux de change

décourageait les exportations. Dernièrement, le resserrement de la politique budgétaire et l'assouplissement du taux de change ont amélioré la compétitivité extérieure, ce qui a créé les conditions d'une croissance rapide des exportations. Les bons résultats enregistrés à l'exportation ces deux derniers années ne concernent pas seulement les produits de base. La proportion des exportations de produits manufacturés est parmi les plus élevées en Amérique latine et le Brésil a su pénétrer de nombreux marchés. Cette réussite a, à son tour, influencé la manière dont est perçue la libéralisation commerciale. Les décideurs ont compris que le Brésil bénéficierait énormément de l'aboutissement des négociations de Doha, en particulier si cela se traduisait par une forte augmentation des débouchés agricoles dans les pays industrialisés.



M. Collyns : Le cas du Brésil est riche d'enseignements pour le FMI et le reste du monde.



M. Owen : Le FMI a prouvé qu'il était parfois opportun de prendre des risques calculés, c'est-à-dire de signer un programme même en cas d'incertitude politique.

Enregistrés à l'exportation ces deux derniers années ne concernent pas seulement les produits de base. La proportion des exportations de produits manufacturés est parmi les plus élevées en Amérique latine et le Brésil a su pénétrer de nombreux marchés. Cette réussite a, à son tour, influencé la manière dont est perçue la libéralisation commerciale. Les décideurs ont compris que le Brésil bénéficierait énormément de l'aboutissement des négociations de Doha, en particulier si cela se traduisait par une forte augmentation des débouchés agricoles dans les pays industrialisés.

BULLETIN : La pauvreté et les inégalités sociales persistent malgré la croissance que le pays a enregistrée récemment. Que peut faire le gouvernement?

M. OWEN : La croissance est importante, mais elle ne suffit pas. Il est indispensable d'orienter les ressources vers les personnes qui en ont vraiment besoin, par exemple au moyen des programmes de réduction de la pauvreté. L'initiative publique *Bolsa Familia* concentre toutes les prestations visées en un même programme. C'est là une évolution très positive, mais il faut aussi améliorer la qualité des dépenses de santé et d'éducation.

M. COLLYNS : Le Brésil fait figure de leader en Amérique latine en concevant des programmes sociaux qui ne se contentent pas de transférer de l'argent vers les pauvres, mais s'attaquent aussi aux causes profondes de la pauvreté, en liant les transferts de ressources à la participation à des programmes de santé et d'éducation qui améliorent globalement le capital humain.

BULLETIN : La réforme du marché du travail apparaît indispensable pour permettre une croissance plus forte et la réduction de l'économie informelle. Quelles mesures recommande le FMI?

M. COLLYNS : L'une des caractéristiques les plus frappantes du Brésil est l'étendue de l'économie informelle; elle dépasse aujourd'hui 50 % et se développe. Cela a plusieurs conséquences négatives. Tout d'abord, une grande partie de la population active ne bénéficie pas de la protection normale garantie par le droit du

travail. Ensuite, les employeurs sont moins incités à former leurs employés. Enfin, la base d'imposition s'érode. En outre, les négociations salariales dans le secteur formel sont encadrées de façon très rigide. Les recommandations du FMI reprennent celles de la Banque mondiale et de l'OIT : plus grande souplesse des négociations salariales et allègement de la fiscalité dissuasive qui frappe l'emploi. Il y a aussi fort à faire pour rendre plus efficace le dispositif de protection des travailleurs. Une réforme du marché du travail bien conçue profiterait à tous.

BULLETIN : Quel rôle a joué le financement du FMI dans le redressement du Brésil?

M. COLLYNS : Le FMI a joué un rôle très important, en appuyant les politiques ambitieuses du gouvernement à un moment difficile. Je dis bien «en appuyant», car les autorités brésiliennes ont toujours gardé une très grande maîtrise de leur politique. Notre rôle a consisté surtout à fournir un financement et à rassurer les marchés. Dans un premier temps, le Brésil a fait appel aux ressources du FMI pour compléter ses réserves, mais depuis l'automne 2003 jusqu'à l'expiration de l'accord en mars dernier, il a considéré ce prêt comme un prêt de précaution. Pendant cette période, le FMI a continué de jouer un rôle important en offrant un filet de sécurité. Lorsque le prêt a expiré, les autorités ont décidé qu'un programme n'était plus nécessaire. Après quoi, la transition a été extrêmement souple, les marchés financiers n'ont posé aucune question, ce qui témoigne de la confiance qu'inspire la politique macroéconomique du gouvernement.

BULLETIN : Quelles leçons les autres pays émergents peuvent-ils tirer de l'expérience du Brésil?

M. COLLYNS : Je dirais que, pour mener à bien une politique macroéconomique, il faut des institutions solides. La réussite du Brésil est le fruit d'années d'efforts consentis par les gouvernements successifs pour bâtir des institutions efficaces.

L'autre leçon est qu'il est parfaitement possible de conjuguer une gestion macroéconomique saine avec des politiques visant à remédier aux inégalités et à la pauvreté. D'ailleurs, les deux se renforcent mutuellement : une bonne politique macroéconomique rehausse la confiance, encourage la croissance, entraîne la baisse des taux d'intérêt et, partant, stimule l'emploi et dégage des ressources pour les programmes sociaux. En retour, la hausse de l'emploi et des programmes

sociaux bien financés contribuent à la réussite économique en améliorant le capital humain et en suscitant un soutien politique en faveur des politiques économiques saines. Le gouvernement brésilien nous a montré qu'il existe là une synergie importante. C'est une leçon pour les autres gouvernements d'Amérique latine et d'ailleurs.



Mauricio Lima/AFP

Les exportations d'aéronefs du Brésil rapportent presque deux fois plus que les exportations de café.

BULLETIN : Qu'est-ce que le FMI a appris de son expérience avec le Brésil?

M. OWEN : Lorsqu'un pays maîtrise très bien sa politique économique, un programme appuyé par le FMI peut réussir sans lourde conditionnalité. D'ailleurs, les conditions du prêt accordé au Brésil étaient conçues de manière à correspondre étroitement au programme des autorités. Je crois aussi que le FMI a prouvé qu'il était parfois opportun de prendre des risques calculés,

c'est-à-dire de signer un programme même en cas d'incertitude politique.

BULLETIN : Où en sera le Brésil dans cinq ans?

M. COLLYNS : Depuis longtemps, on dit que le Brésil est l'éternel pays de l'avenir, en laissant entendre qu'il ne réalisera jamais son plein potentiel. J'ai bon espoir que cela ne soit plus vrai, que le Brésil se développera vite, remédiera aux problèmes profonds de la pauvreté et des inégalités, et deviendra un acteur de premier plan de l'économie mondiale dans les cinq à dix ans à venir. Cela ne veut pas dire qu'il doit se laisser aller au triomphalisme. La réussite est là, mais le gouvernement est bien conscient qu'il doit continuer à réformer l'économie. S'il y parvient, les perspectives du Brésil sont excellentes.

BULLETIN : Sur le plan personnel, que tirez-vous de votre expérience d'un pays comme le Brésil?

M. COLLYNS : Le cas du Brésil est riche d'enseignements pour le FMI et le reste du monde. Les décideurs brésiliens font preuve d'un travail de réflexion approfondi et entendent poursuivre de bonnes politiques. Ils sont bien sûr conscients des réalités politiques, mais ils sont aussi décidés à faire mieux que leurs prédécesseurs, ce que j'admire. Personnellement, j'ai beaucoup appris sur la mise en œuvre pratique des bonnes politiques. C'est une chose de rester dans sa tour d'ivoire et de concevoir des politiques complexes, c'en est une autre d'aller sur le terrain pour les faire accepter. ■

Honduras : les réformes et l'allègement de dette ouvrent la voie à l'intensification de la lutte contre la pauvreté

Après les gros efforts qu'il a déployés récemment pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté, le Honduras vient d'atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui lui ouvrira la voie à une réduction importante et permanente de sa dette extérieure. À la fin de 2003, le programme économique des autorités a amorcé un rebond de la croissance, renforcé la position extérieure et a permis de maîtriser le déficit budgétaire tout en relevant les dépenses publiques en faveur des plus pauvres. La reprise semble se confirmer et l'allègement de la pauvreté devrait à présent avancer à grands pas.

Après plus d'une décennie caractérisée par l'atonie de la croissance et la quasi-stagnation du PIB par habitant, les perspectives économiques du Honduras sont nettement plus brillantes. Il est vrai que les catastrophes naturelles et la détérioration des termes de l'échange du pays n'ont rien arrangé, mais les carences institutionnelles et politiques sont aussi à incriminer.

Pour inverser ces tendances, les autorités ont lancé à la fin de 2003 un programme économique destiné à ranimer la croissance et à accélérer la réduction de la pauvreté en améliorant le climat d'investissement pour le secteur privé, en renforçant la mise en valeur du capital humain et les infrastructures de base, et en poursuivant l'intégration commerciale. Ce programme — appuyé par un financement au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI, associé à des prêts-programmes de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement — porte déjà ses fruits. L'année dernière, la croissance a grimpé à près de 5 %, l'inflation s'est stabilisée après s'être envolée en 2004 à la suite de l'augmentation des cours du pétrole et les comptes budgétaires ont enregistré une nette amélioration. Rompant avec le passé, le Honduras a aussi réussi à maîtriser sa masse salariale et à réduire ainsi très sensiblement le déficit budgétaire sans compromettre l'accroissement des dépenses de lutte contre la pauvreté et d'investissement public.

L'élaboration et l'internalisation du programme économique ont bénéficié de larges consultations du public. Une grande partie de la population a accepté et appuyé le programme qu'elle estime capable de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et de déboucher sur un allègement de la dette. L'élan de la phase de mise en œuvre s'est maintenu grâce au large consensus national malgré un regain des pressions sociales consécutif à la flambée des prix du pétrole.

Le Honduras va devoir maintenant préserver les principaux éléments du programme économique jusqu'aux élections présidentielles, parlementaires et municipales de novembre. Il est traditionnellement délicat de défendre la discipline budgétaire en période électorale, mais les autorités du Honduras ont déjà indiqué qu'elles redoubleraient d'efforts pour éviter tout relâchement des politiques et assurer leur continuité pendant cette période transitoire et au-delà.

Le programme de réformes

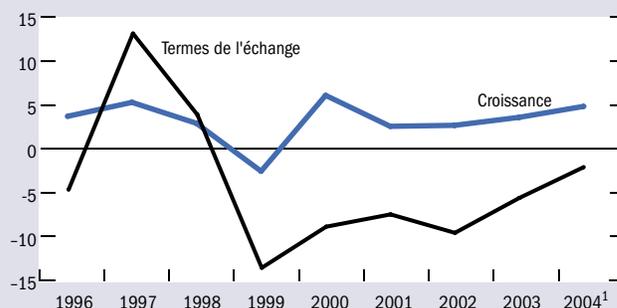
Pour stimuler la croissance et s'attaquer à la pauvreté, les autorités honduriennes se sont appuyées sur un éventail de politiques macroéconomiques et de réformes structurelles ainsi que sur des programmes sociaux plus généreux et efficaces. Les mesures budgétaires mises en œuvre en 2004 ont principalement porté sur une nouvelle grille des salaires du secteur public et sur diverses mesures fiscales visant à accroître les recettes, consolider le cadre juridique au moyen de modifications du code fiscal et créer des tribunaux fiscaux. Sur le plan monétaire, la Banque centrale du Honduras s'emploie actuellement à moderniser ses moyens d'action avec l'assistance technique du FMI. Des progrès sensibles ont aussi été accomplis dans l'amélioration du cadre réglementaire et du régime de supervision du secteur financier.

Pour ce qui est du commerce, le pouvoir législatif, largement soutenu par les grands partis politiques, a récemment ratifié l'Accord de la zone de libre-échange centre-américain (ALECA). Les autorités estiment que cet accord, qui donne un accès permanent au marché des États-Unis (qui sont le principal pays de

La croissance repart

De meilleures politiques et un environnement extérieur plus favorable ont stimulé la croissance.

(variation annuelle en pourcentage)



¹Projections.

Sources : Banque centrale du Honduras; projections des services du FMI.

Les bonnes politiques ont porté leurs fruits

Une croissance plus élevée et la discipline budgétaire ont jeté les bases d'un accroissement des dépenses en faveur de la réduction de la pauvreté

	Chiffres prov. 2003	Estimations 2004	Projections 2005
Croissance du PIB réel (pourcentage)	3,5	4,6	4,2
Inflation (fin de période, pourcentage)	6,8	9,2	6,9
	(pourcentage du PIB)		
Épargne de l'ensemble du secteur public	0,5	3,3	4,4
Dépenses de lutte contre la pauvreté	7,5	8,4	8,7
Solde de l'ensemble du secteur public	-5,1	-3,0	-2,5
Solde de l'administration centrale	-6,0	-3,5	-3,0
Solde des transactions courantes	-4,2	-5,2	-2,5
Réserves internationales brutes ¹	3,7	4,8	4,9

¹Mois d'importations.

Sources : Banque centrale du Honduras; projections des services du FMI.

destination des exportations honduriennes), est indispensable pour préserver la compétitivité de l'économie et aider à compenser l'impact de la récente expiration des contingents textiles.

Objectif : réduction de la pauvreté

La réduction de la pauvreté est le fer de lance du programme des autorités. Bien que le taux de pauvreté ait quelque peu baissé ces dernières années, il reste très élevé. Près de deux tiers des Honduriens vivent dans la pauvreté, dont 45 % dans la pauvreté extrême (au lieu de 49 % en 2000).

Pour accélérer la réduction de la pauvreté, les autorités ont

non seulement donné un coup de pouce à la croissance et favorisé la stabilité macroéconomique, mais elles ont aussi relevé les dépenses dans ce domaine et amélioré la gouvernance et la transparence. Pour ce faire, elles ont lancé une stratégie participative de lutte contre la corruption, réformé le système de sécurité sociale et sont en train de travailler sur les services de santé de base offerts aux plus pauvres, d'améliorer la qualité de l'éducation en insistant davantage sur la participation des collectivités et d'accroître l'efficacité des dispositifs de protection sociale tout en les ciblant mieux. Les dépenses de réduction de la pauvreté ont progressé de près de 1 point de PIB en 2004 (pour atteindre 8,4 % du PIB au lieu de 7,5 % en 2003). Même si les taux de pauvreté tardent à réagir à ces mesures, les indicateurs sociaux devraient s'améliorer sensiblement dans les années à venir, sous réserve que le cap de la politique économique soit maintenu et que la croissance économique ne fléchisse pas.

L'allègement de la dette des PPTE est crucial

Markus Rodlauer, Conseiller principal du Département Hémisphère occidental du FMI, a fait remarquer qu'en atteignant

le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée, le Honduras «avait franchi une étape importante sur le chemin qui le mène vers une croissance rapide et durable et la réduction de la pauvreté». Saluant les efforts déployés par les autorités pour internaliser le programme économique, il a souligné qu'«il s'agissait maintenant de persévérer dans la mise en œuvre de politiques économiques saines et de veiller à ce que le potentiel de croissance durable et de progrès social du pays soit pleinement réalisé».

Maintenant qu'il a atteint le point d'achèvement, le Honduras est enfin prêt pour une réduction importante et permanente de sa dette extérieure — réduction estimée à plus de 1 milliard de dollars en termes nominaux, soit 556 millions de dollars en valeur actuelle nette. En approuvant cette décision, la communauté internationale a reconnu les progrès déjà réalisés par le Honduras, mais elle a aussi montré qu'elle attendait du pays qu'il consolide sa politique économique et sociale. Dans le reste du monde, l'expérience a clairement démontré que les bienfaits d'une réduction de dette étaient cumulatifs, mais que ces bienfaits se faisaient sentir uniquement dans les pays qui s'assument et ne renoncent pas à leur réformes ni à leurs politiques économiques prudentes.

Et demain?

Même si le Honduras a très nettement progressé, il doit encore relever d'énormes défis pour que tous ses habitants puissent connaître une prospérité durable et son économie reste vulnérable sur plusieurs fronts. En dépit d'une amélioration sensible, il conviendrait de renforcer encore les finances publiques, par exemple en pérennisant le cadre actuel de la politique salariale dans tout le secteur public. La réforme du secteur financier se poursuit et sa mise en œuvre devra être rigoureuse pour parvenir à la solidité requise et encourager les nouveaux flux de crédits nécessaires à une croissance rapide et soutenue. Le pays devra aussi redoubler d'efforts pour éliminer les obstacles à l'investissement privé qui subsistent.

Il n'en reste pas moins que, dans l'immédiat, la gageure sera de maintenir le programme économique sur les rails jusqu'aux élections. Cela est essentiel et, si le pays y parvient, il pourra convaincre les investisseurs nationaux et étrangers que les progrès sont acquis et que l'investissement et la croissance évolueront désormais dans un environnement stable. Les perspectives de reprise durable sont bonnes et les autorités sont résolues à assurer la continuité de leur action; le Honduras est bien placé pour faire reculer très sensiblement la pauvreté au cours des années à venir. ■

En atteignant le point d'achèvement de l'initiative PPTE renforcée, le Honduras a franchi une étape importante sur le chemin qui le mène vers une croissance rapide et durable et la réduction de la pauvreté.

Markus Rodlauer

Luis E. Breuer

FMI, Département Hémisphère occidental

Accords du FMI au 31 mars

État membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Montant approuvé	Solde non tiré
(millions de DTS)				
Accords de confirmation				
Argentine	20 sept. 2003	19 sept. 2006	8.981,00	4.810,00
Bolivie	2 avr. 2003	15 avr. 2005	128,64	26,80
Bulgarie	6 août 2004	5 sept. 2006	100,00	100,00
Colombie	15 janv. 2003	14 mai 2005	1.548,00	1.548,00
Croatie	4 août 2004	3 avr. 2006	97,00	97,00
Gabon	28 mai 2004	30 juin 2005	69,44	27,78
Paraguay	15 déc. 2003	30 sept. 2005	50,00	50,00
Pérou	9 juin 2004	16 août 2006	287,28	287,28
République Dominicaine	31 janv. 2005	31 mai 2007	437,80	385,26
Roumanie	7 juil. 2004	6 juil. 2006	250,00	250,00
Total			11.949,16	7.582,12
Accords élargis de crédit				
Serbie-et-Monténégro	14 mai 2002	13 mai 2005	650,00	187,50
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	144,40	123,73
Total			794,40	311,23
Accords FRPC				
Albanie	21 juin 2002	20 nov. 2005	28,00	4,00
Azerbaïdjan	6 juil. 2001	4 juil. 2005	67,58	12,87
Bangladesh	20 juin 2003	19 juin 2006	400,33	251,83
Burkina Faso	11 juin 2003	15 août 2006	24,08	10,32
Burundi	23 janv. 2004	22 janv. 2007	69,30	35,75
Cap-Vert	10 avr. 2002	31 juil. 2005	8,64	1,26
Congo, Rép. du	6 déc. 2004	5 déc. 2007	54,99	47,13
Congo, Rép. dém. du	12 juin 2002	11 juin 2005	580,00	53,23
Dominique	29 déc. 2003	28 déc. 2006	7,69	3,48
Gambie	18 juil. 2002	17 juil. 2005	20,22	17,33
Géorgie	4 juin 2004	3 juin 2007	98,00	70,00
Ghana	9 mai 2003	8 mai 2006	184,50	105,45
Guyana	20 sept. 2002	12 sept. 2006	54,55	27,79
Honduras	27 févr. 2004	26 févr. 2007	71,20	50,86
Kenya	21 nov. 2003	20 nov. 2006	225,00	150,00
Mali	23 juin 2004	22 juin 2007	9,33	6,67
Mongolie	28 sept. 2001	31 juil. 2005	28,49	16,28
Mozambique	6 juil. 2004	5 juil. 2007	11,36	8,12
Népal	19 nov. 2003	18 nov. 2006	49,91	35,65
Nicaragua	13 déc. 2002	12 déc. 2005	97,50	41,78
Niger	31 janv. 2005	30 janv. 2008	6,58	5,64
Ouganda	13 sept. 2002	12 sept. 2005	13,50	4,00
République dém. pop. lao	25 avr. 2001	24 avr. 2005	31,70	13,58
République kirghize	15 mars 2005	14 mars 2008	8,88	7,62
Rwanda	12 août 2002	11 août 2005	4,00	1,71
Sénégal	28 avr. 2003	27 avr. 2006	24,27	13,86
Sierra Leone	26 sept. 2001	25 juin 2005	130,84	14,00
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	269,00	230,61
Tadjikistan	11 déc. 2002	10 déc. 2005	65,00	19,60
Tanzanie	16 août 2003	15 août 2006	19,60	8,40
Tchad	16 févr. 2005	15 févr. 2008	25,20	21,00
Zambie	16 juin 2004	15 juin 2007	220,10	55,02
Total			2.909,33	1.344,85

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Département financier du FMI.

Lueur d'espoir pour la lutte contre la pauvreté

Le 17 avril, la Banque mondiale a rendu public son rapport annuel sur les indicateurs du développement dans le monde. Depuis 2000, l'établissement de ce rapport s'appuie en partie sur le suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (encadré page 110).

Selon la Banque mondiale, grâce à la forte croissance économique de la Chine, de l'Inde et d'autres pays d'Asie, il est fort probable que le premier OMD, à savoir la réduction de moitié de la proportion de la population mondiale vivant dans la pauvreté absolue, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour, sera atteint en 2015. Mais plusieurs pays auront énormément de mal à réaliser cet objectif, et les autres, dans les délais fixés. La réduction de la mortalité maternelle et infantile, l'amélioration de la scolarisation primaire et l'élimination des obstacles à la scolarisation des filles nécessiteront des ressources supplémentaires et des efforts soutenus.

Entre 1981 et 2001, 400 millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue, ce qui a ramené le nombre de pauvres dans le monde à 1,1 milliard, soit 21 % de la population des pays en développement en 2001. En revanche, en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a presque doublé pendant la même période, passant de 164 millions en 1981 à 313 millions en 2001. «Ce degré de dénuement devrait inciter à agir sans tarder en cette Année de l'Afrique», a déclaré François Bourguignon, Premier Vice-président de la Banque mondiale pour l'économie du développement et Chef économiste, et «cette tendance ne pourra être inversée et que si la croissance économique s'accélère et que les pauvres en bénéficient».

Cinquante-et-un pays ont réussi à offrir une éducation primaire à tous les enfants et l'augmentation des taux d'inscription laisse penser que beaucoup d'autres pays vont y parvenir aussi. Les progrès ont cependant été lents dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, et à l'échelle mondiale plus de 100 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, dont près de 60 % sont des filles.

Seuls 33 pays sont en passe d'atteindre l'objectif concernant la mortalité infantile. Près de 11 millions d'enfants meurent chaque année avant l'âge de cinq ans dans les pays en développement, dont la plupart de maladies facilement évitables (infections respiratoires aiguës, diarrhée, rougeole et paludisme). En Afrique subsaharienne, la mortalité infantile n'a que légèrement reculé, tombant à 171 décès pour 1000 enfants en 2003, contre 187 en 1990. La réalisation des autres objectifs de santé est aussi lente; les stratégies qui permettraient de réduire

efficacement la mortalité maternelle sont bien connues mais difficiles à appliquer, le VIH/sida continue de se propager, le paludisme et la tuberculose frappent encore des millions de personnes.

L'objectif relatif à l'accès à l'eau potable sera sans doute atteint dans la plupart des régions, mais seules l'Amérique latine et l'Asie de l'Est devraient atteindre l'objectif d'assainissement. L'insalubrité et la contamination de l'eau demeurent les principales sources de maladie.

Dans tous ces domaines, de nouveaux progrès ne pourront être accomplis que si la croissance économique s'accélère, le commerce mondial continue de se développer

et les pays en développement reçoivent davantage d'aide. Il serait aussi utile d'améliorer les statistiques. Selon Shaida Badiee, Directeur du Groupe des données sur le développement de la Banque mondiale, «la mise en place de systèmes permettant de recueillir et d'analyser les statistiques est une première étape indispensable pour respecter le calendrier de réalisation des OMD. Ils fournissent la feuille de route sans laquelle le voyage ne peut commencer, et encore moins aboutir.» ■



Michaël Spilatoro/FMI

M. Bourguignon : Ce degré de dénuement devrait inciter à agir sans tarder en cette Année de l'Afrique.

Le rapport 2005 sur les indicateurs du développement dans le monde (*World Development Indicators*) présente plus de 800 indicateurs en 83 tableaux pour 152 pays dont la population dépasse 1 million et 14 groupes de pays, ainsi qu'une sélection d'indicateurs pour 56 autres pays plus petits. Ce rapport figure à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/data/wdi2005/>.



Laura Wallace
Rédactrice en chef
Sheila Meehan
Rédactrice principale

Christine Ebrahim-zadeh
Directrice de production
Camilla Andersen
Jacqueline Irving
Conny Lotze
Rédactrices

Maureen Burke
Lijun Li
Kelley McCollum
Assistantes de rédaction

Julio Prego
Graphiste

Graham Hacche
Conseiller principal
Prakash Loungani
Rédacteur associé

Édition française
Division française
Services linguistiques

Yannick Chevalier-Delanoue
Traduction
Catherine Helwig
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoute un supplément annuel (*l'ABC du FMI*). Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6^e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.) Téléphone : (202) 623-8585; ou par messagerie électronique à imfsurvey@imf.org.

Abonnement annuel : 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Demandes d'abonnement au *Bulletin du FMI* ou aux autres publications du FMI : Publication Services, Box X2005, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430; fax : (202) 623-7201; e-mail : publications@imf.org. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, et par avion pour les autres pays.